

Rouge

Une rencontre
contre l'austérité
en Lorraine

p 9

M 1578 N° 1105 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 23 mars au 29 mars 1984

Un cadeau ?

Parfois, le gouvernement, la gauche affirment haut et fort : « Nous sommes pour l'insertion durable des immigrés dans le pays. Il faut combattre les réactions de rejet. » Et chacun de se lamenter sur la montée du racisme. Ces jours-ci, la presse parlait d'un projet discuté par gouvernement et patronat proposant une « aide au retour substantielle », (de 70 000 à 90 000 F) pour les immigrés licenciés, en particulier dans l'automobile. Est-ce dans le cadre de l'insertion durable ? Cela participe-t-il du combat contre le racisme ? De celui contre les idées fausses de la droite qui rend les immigrés responsables du chômage ? « Regardez, on leur offre sept briques pour qu'ils partent. » Qui peut ignorer l'effet réel de cette proclamation ? C'est simplement dire que les immigrés n'ont pas leur place ici ; c'est faire pression sur eux en jouant sur le climat d'insécurité et d'exclusion pour tenter de les faire partir. Et puis, combien diront : « Comment, on leur offre sept briques et ils sont encore là, et ils font grève ? » Qui dira à la France profonde que 70 000 F, c'est beaucoup moins que ce à quoi a droit un immigré licencié comme tout travailleur licencié ? Dans l'automobile, chez Peugeot par exemple, la prime de licenciement se monte à 20 000 F. C'est ce qui est proposé comme part patronale dans l'« aide au retour ». Pour l'UNEDIC, 20 000 F, cela représente bien moins que ce qu'elle devrait verser pendant un an à un chômeur restant en France. Quant à l'Etat, s'il versait généreusement 20 000 F ou 30 000 F, combien économiserait-il de charges vis-à-vis des immigrés chômeurs et de leur famille en matière de santé, de logement de prestations diverses ? Faut-il ajouter à cela les retraites pour lesquelles les immigrés cotisent et qu'ils touchent bien rarement après être rentrés dans leur pays d'origine ? Vraiment, cette « aide » est un cadeau empoisonné. Elle ne fera que rogner les droits des travailleurs immigrés. Son effet, chacun le connaît d'avance : division dans la lutte contre les licenciements, accentuation de la pression raciste pour le départ.

Ecole, le 25 avril, dans toute la France Aux laïques de faire la loi



Chantiers navals

CERES

CEE

La preuve par La Seyne

Le grand écart

Menace d'éclatement

p 5

p 10

p 12

HUMEUR

Un Exocet contre Jones

Deux Jaguar décollent de la base de Landivisiau. Pour les pilotes, une mission très spéciale : servir de couverture aérienne, d'appui-feu aux troupes à pied. Nos marsouins, nos paras, nos légionnaires (les Spahis, y'en a plus) sous les ordres du capitaine Jean-Pierre Rives sont stoppés, cloués au sol. En face, outre un fort parti d'Écossais, un commando diabolique d'hommes en noir, dont un Gallois, un gueux, un galeux. Tous contre le XV de France et tout ça devant les caméras de télé ! A mort, à mort l'arbitre, hurlent les téléspectateurs tricolores. Que fait le gouvernement, que fait Mitterrand ? On ne les a pas élus pour filer le grand chelem à l'Écosse, non ! Va-t-on laisser la fine fleur de la race nationale (mais il y a des Antillais et des Basques ; m'en fous, y sont sous l'uniforme) se faire massacrer par un Gallois chafouin ? Coup de téléphone à Henu : « Bien monsieur le Président, oui, oui, un Exocet pour Jones. » Et hop, deux Jaguar. Murrayfield bombardé, l'arbitre exocétéifié. Tout ça en Eurovision. Le Pen pleure de joie, et envoie un télégramme de soutien à l'Élysée. Dans des moments pareils, au diable les clivages politiques. Thatcher envoie la Navy reprendre Guernsey et Noirmoutier en représailles. Pour calmer le jeu, Mitterrand siffle une pénalité contre la fédération française de rugby. En guise de bonne volonté, il fait parvenir au 10 Downing Street un arbitre français (exécuté par nos soins), pour consoler de la mort de Jones-le hideux-Gallois. Thatcher remballa sa RAF. La 3^e est évitée. De justesse...

A. T.

EDUCATION NATIONALE S. Mihaljcek doit être réintégré

Instituteur remplaçant en Moselle depuis six ans, S. Mihaljcek est licencié sans indemnité depuis le 5 septembre 1983. Auxiliaire, il a été laissé pour compte de la loi de titularisation des fonctionnaires.

Cette loi précise que « les agents non titulaires qui peuvent se prévaloir de la présente loi ne peuvent être licenciés que pour insuffisance professionnelle ou pour motif disciplinaire ».

Or, S. Mihaljcek a bénéficié de rapports d'inspection favorables, et la commission paritaire s'est prononcée pour son maintien en fonction. Le licenciement de S. Mihaljcek est donc contraire à la loi.

Parmi cinq cents instituteurs dans son cas, il est le seul licencié. Pourquoi ?

Le SNI est intervenu auprès du ministère, et affirmait en décembre que la réintégration était incessante. Depuis, plus rien, et S. Mihaljcek attend toujours. Lettre au sénateur-maire de Thionville, lettre à Anicet Le Pors, articles dans la presse locale, pétition départementale n'ont pas encore suffi à débloquent la situation.

Les motions syndicales et pétitions adressées à Savary doivent se multiplier pour exi-

ger la réintégration de Mihaljcek dans l'Education nationale.

CHILI Manifestation : Paris, le 27 mars

Le mardi 27 mars, le peuple chilien exprimera dans la rue son refus de la dictature de Pinochet. A Paris, de nombreuses organisations appellent à soutenir en manifestant à 18h 30, de la gare Montparnasse à l'ambassade du Chili.

A l'appel de : Coordination des comités Chili (RP), Collectif « pour le droit de vivre au Chili », Mouvement de la convergence socialiste, PS chilien, PS-XXIV^e Congrès, PS-CNR, Jeunesses radicales révolutionnaires (JRR-OTC), Collectif anti-impérialiste, stagiaires AFTI, LCR, JCR.



REPERES

Une exigence immédiate: l'égalité des droits

A l'initiative du MRAP se sont tenues les 17 et 18 mars les assises contre le racisme. Elles ont réuni dans les locaux de l'Unesco près de 2 000 personnes, militants du MRAP, syndicalistes, travailleurs immigrés et jeunes « Beurs », personnalités du mouvement ouvrier, etc. A l'issue de ces assises la réponse centrale à la lutte contre le racisme s'imposait très largement : celle de l'égalité des droits, et notamment du droit de vote que la majorité des participants réclamait à Georgina Dufoix, venue apporter le salut du gouvernement.

Dès la séance d'ouverture, le débat sur la lutte contre le racisme était brillamment posé par Farida Belghoul, qui, au nom du Collectif jeune, devait parler du « droit à la différence ». En quelques mots, elle démolit le slogan des assises : on ne propose de respecter « ma » différence, dit-elle, mais qui me le propose ? N'est-ce pas quelqu'un qui se trouve vis-à-vis de moi en position dominante ? Cette acceptation de la « différence » est parfaitement compatible avec le système dominant. Les conséquences concrètes d'un tel discours, c'est chacun chez soi avec ses différences. Si un Portugais, un Algérien, un Malien arrive en France, il faut faire en sorte que sa différence soit préservée, qu'il ne contamine pas la société française. C'est le contraire de l'égalité, c'est parfois une forme voilée et polie de l'exclusion.

Puis, abordant la question de la différence entre citoyenneté et nationalité, qui est à la base du débat sur le droit de vote pour les immigrés, elle cite l'exemple de la Commune de Paris : « C'est dans cet exemple historique qu'apparaît pour la première fois la notion de citoyenneté, s'opposant à la notion de nationalité. A cette époque, était considéré comme citoyen toute personne vivant, travaillant et luttant à Paris, quel que soit son passeport. Certains dirigeants de la Commune étaient des étrangers au sens de la nationalité, mais considérés comme ayant les mêmes droits que les autres. »

Face à cette intervention qui rejette clairement toute l'ambiguïté du slogan du MRAP et pose la reconnaissance du droit à l'égalité, la salle manifeste bruyamment son approbation.

Les discussions dans les forums organisés l'après-midi ont fait apparaître toutes les exigences développées lors de la marche contre le racisme. Témoignages de MRAP locaux ou d'associations de travailleurs immigrés sur les conditions scandaleuses des expulsions depuis quelques mois, interventions du Syndicat de la magistrature pour dénoncer l'application de fait de la loi d'octobre 1981 sur les reconduites à la frontière, nombreux discours en faveur du droit de vote, de la carte unique de dix ans, critiquant la politique du gouvernement en matière d'immigration, rappelant les promesses non tenues, ou expliquant le lien entre la montée du racisme et l'absence d'avancée sur l'égalité des droits.

Le représentant du secrétariat d'Etat aux immigrés devait répondre, comme Georgina Dufoix le lendemain lors de la séance de clôture, que le droit de vote ne pouvait pas être accordé compte tenu des difficultés constitutionnelles. L'un comme l'autre furent accueillis par des huées et des slogans criés dans la salle, « Droit de vote pour tous les immigrés ».

Cette revendication apparaît en effet comme un symbole du refus d'accorder aux immigrés la reconnaissance pleine et entière de leurs droits de travailleurs.

Le vent de la marche soufflait donc sur ces assises qui ont pris un caractère militant et combatif dépassant largement les intentions d'origine du MRAP.

Elles confirment la force de mobilisation et la volonté des jeunes immigrés d'imposer partout leurs revendications d'égalité.

Hélène Viken

EXPULSIONS 60 sans logement

Voici plus d'un mois que les ex-locataires du 37 rue Polonceau, Paris 18^e, attendent un relogement. Depuis leur expulsion par les CRS, le 7 février, pour cause de « péril imminent », soixante hommes, femmes, enfants campent dans une salle paroissiale. De démarche en



entrevue à la préfecture, chez Lionel Jospin, le député, à différents ministères, on leur promet qu'ils seront relogés sous peu.

Plusieurs actions ont été organisées par le comité des locataires et le comité de soutien. Une journée portes ouvertes, le samedi 3 mars, a permis de débattre des problèmes de logement pour les immigrés dans la capitale.

Le 10 mars était convoquée une manifestation, qui a réuni plus de cinq cents personnes. De nombreux locataires des foyers du 15^e arrondissement, du 19^e, en lutte contre le Bureau d'ac-

tion sociale de Paris, qui gère leurs foyers. Fuites d'eau, dégradation des bâtiments, lutte des résidents, coupure du chauffage et de l'eau chaude. Ce scénario se répète dans plusieurs foyers aujourd'hui.

« Non aux rafles policières dans les foyers et les quartiers », « 8 000 logements vides dans le 18^e, réquisition pour les mal-logés », « foyer de la Commanderie (19^e)-rue Polonceau même combat ». Le contenu des banderoles reflétait la jonction qui s'opère aujourd'hui entre les habitants des foyers, des hôtels meublés, et des

laissés pour compte de la rénovation à la mode Chirac. La manifestation s'est dispersée sur ce dernier slogan : « La lutte, la lutte, jusqu'à la victoire. »

Fête MRAP centre Paris 24 mars 19h 30 2, rue Elzévir (M^o Saint-Paul) 3^e arrdt Musique africaine et russe.

Sommaire

- Bloc-notes p. 3
- Ecole p. 3-4
- Chantiers navals de La Seyne p. 5
- Sidérurgie p. 6
- Les profits ou les besoins p. 7
- Echos des entreprises p. 8
- Une rencontre contre l'austérité en Lorraine p. 9
- Le Parti socialiste p. 10
- L'Europe agricole p. 11
- Tchad : Europe p. 12
- Les Etats-Unis p. 13
- RFA p. 14
- Cinéma p. 15
- Camp d'été de la jeunesse p. 16

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Nom -----
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Prénom -----
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Adresse -----
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie -----
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	200 F	200 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

- Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de publication : Robert March
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

Le 25 avril : aux laïques de faire la loi

Le compromis avancé par Savary semble encore insuffisant pour la hiérarchie catholique. Les laïques peuvent encore changer le cours des choses. La perspective d'une mobilisation nationale est toujours d'actualité et fait son chemin, mais désormais le temps presse.

Bas les masques : le chat-moine Guiberteau abandonne le ton de Raminagrobis ; il paraît que la proposition de « fonctionnarisation » des enseignants du privé « remet en cause la totalité du projet » déposé par Savary. La liberté dans l'école privée s'arrête là où commence la liberté de ses enseignants : CQFD. Le « point d'équilibre » cher à Mauroy n'est pas encore trouvé. Et retour à la case-départ, c'est-à-dire à l'Elysée.

Là, Mitterrand aurait dit : « Je veux bien violenter les banquiers [douce violence, sans doute], mais pas les consciences. » Deux jours après, Jean Poperen, secrétaire national du PS, déclare : « Les laïques aussi ont une conscience, même s'ils ne la portent pas en sautoir. Il ne faut pas heurter les consciences nous dit-on [le « on » est de majesté]. Si les choses étaient ce que je crains, ma conscience serait heurtée. » Boum ! Retour à l'envoyeur.

Voilà le PS pris de migraine. L'ap-

pel des cinq secrétaires fédéraux suscite un large écho dans la conscience politique des socialistes. La Ligue des droits de l'homme élève le ton. La Libre Pensée s'adresse au CNAL pour critiquer l'annulation de la réunion nationale d'Evry le 18 mars dernier. Les militants socialistes dans la FEN, mais aussi dans les confédérations ouvrières, expriment publiquement leur dépit. Le PC lui-même tente de faire oublier sa prudence ancienne. Et retour aux réalités.

Il en est une, dure comme fer : la droite n'a jamais recherché un compromis négocié ; elle a décidé d'infliger à la « République des professeurs » une défaite sur son terrain. A qui en douterait encore, Chirac vient de rappeler que « le compromis est une illusion sous un pouvoir socialo-communiste. » Pas mal d'agitation sur les libertés menacées, beaucoup d'exploitation des difficultés de l'école publique, et encore plus d'investissement militant dans les

Cortège de l'École émancipée, tendance de la FEN, au rassemblement pour l'école laïque, le 9 mai 1982, au Bourget.



Des professeurs s'adressent aux élus

Réuni en congrès national du 12 au 16 mars, le congrès national du SNETAA-FEN (professeurs de LEP) a adopté une lettre aux élus dont nous publions des extraits :

« (...) En mars 1982, lors du précédent congrès, les militants de notre organisation s'étaient félicités de l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République (...) »

« Vous comprendrez qu'aujourd'hui nous soyons inquiets : le temps de la réflexion a été long, très long (...). En s'engageant dans une stratégie par étapes au lieu de trancher très vite, par des choix clairs, le gouvernement a permis à toutes les forces de droite de se mobiliser, et au patronat d'organiser une collecte plus systématique de la taxe d'apprentissage au profit des formations professionnelles privées patronales (...). »

« Faute d'avoir pris à temps ses responsa-

bilités, le gouvernement de gauche a laissé se développer dans le pays un climat de guerre scolaire. »

« Nous vous demandons aujourd'hui de nous aider à lui éviter de se tromper de paix. »

« La laïcité dans son principe ne se négocie pas (...). »

« Le SNETAA ne choisira pas entre le dualisme d'aujourd'hui et le dualisme de demain : car pour nous il ne suffit pas de gommer les aspérités les plus scandaleuses de la législation actuelle (...). »

« Au risque de contraindre, à défaut d'avoir pu convaincre, les tenants de l'enseignement privé, attachés aux privilèges que la droite leur a octroyés, le gouvernement, le Parlement se doivent de tout mettre en œuvre pour construire le service public et laïque qu'ils se sont engagés à créer (...). »

Le scandale des taxes d'apprentissage

La taxe d'apprentissage (0,5 % de la masse salariale) est un « impôt » unique en son genre puisque les patrons sont libres de l'affecter ; soit au trésor public, soit aux Chambres de commerce et d'industrie ; soit directement à un établissement scolaire. Le résultat est le suivant, pour 1982 : LEP publics : 329 francs ; LEP privés : 1 565 francs ; CFA (centres de formations d'apprentis) : 2 432 francs (montant moyen de la taxe d'apprentissage par élève).

Un élève de LEP public perçoit en moyenne sept fois moins de taxe qu'en CFA, cinq fois moins qu'en LEP privé.

Une mesure simple et urgente : le versement de toute la taxe d'apprentissage à l'Education nationale. Voilà un moyen immédiat de trouver de l'argent pour l'enseignement public, dont la branche technique a toujours été délaissée. Qu'est-ce qui s'y oppose ? La nécessité d'un « compromis » avec les petits patrons employeurs d'apprentis ?

associations de parents d'élèves : ce furent tous les ingrédients d'une mobilisation d'ampleur.

Le résultat, c'est Poperen qui le décrit : à propos de l'obligation de financement faite aux communes, il parle « d'une concession considérable qui pose un problème à beaucoup d'entre nous. Ce pourrait être les dispositions de la loi Guermeur aggravées. » Autrement dit : quand la droite gouverne, elle fait la loi. Quand la gauche est au pouvoir,

Jacques Pommatau, secrétaire général de la FEN a renchéri : « Pour la première fois, un texte officiel va plus loin que les lois Debré et Guermeur, puisqu'il postule, en se référant à la Constitution, que la liberté d'enseignement s'assortit de la participation financière de l'Etat. »

En effet, le projet de loi du gouvernement institutionnalise le financement public des écoles privées, en même temps que la décentralisation du service public crée les conditions de sa « privatisation ». Ce n'est pas seulement un abandon de leurs engagements que le gouvernement exige des députés du PC et du PS ; c'est un aval à une politique



que la droite n'avait pas réussi à imposer.

De sorte que le point d'achoppement avec la hiérarchie catholique, sur la titularisation des enseignants du privé, est déjà dépassé par la contestation de l'ensemble du projet Savary. Qu'on ne se méprenne pas sur le sens du profond mouvement de pression qui s'exerce sur les organisations laïques, et qui conduit le CNAL à organiser cent manifestations le 25 avril prochain : si le peuple de gauche n'entend pas laisser la droite faire la loi dans la rue, il refuse autant que la loi votée à l'Assemblée soit encore celle de la droite.

C'est pourquoi, à défaut d'une manifestation nationale, il faut être en masse dans la rue le 25 avril, pour exiger du PS et du PC qu'ils gouvernent pour l'école publique.

Nicolas Jeanson

A la manifestation de Lyon pour l'école privée, les élus de l'opposition de la région.



Les perdants du projet Savary

L'école laïque n'est pas aujourd'hui au service des travailleurs, mais imposer la laïcité et l'unité du système éducatif est le véritable combat de l'heure.

« La seule école libre, c'est l'école laïque. » Ce slogan est-il fondé ? Beaucoup de travailleurs se posent légitimement la question. Franchement, peut-on dire que l'école laïque correspond aux besoins des travailleurs ? Ne serait-elle pas aussi une école inégalitaire ? L'unification laïque du système éducatif, la nationalisation de l'école privée serait-elle un pas vers une école égalitaire, une école débarrassée de la tutelle patronale ?

Débarrasser l'école de ces tutelles imposerait que les travailleurs aient la maîtrise des moyens de production, de l'économie. Sinon, la fin de la scolarité ne peut-être

que dépendante d'un marché du travail façonné par le patronat selon ses intérêts du moment. Ainsi, seul un changement social modifierait réellement la situation de l'école. Il permettrait de supprimer la fausse égalité du système scolaire. Actuellement, les chances de réussite dépendent en bonne partie de l'environnement, de l'aide que peut ou ne peut pas apporter la famille à l'enfant scolarisé.

Le gouvernement n'a rien fait pour aller dans ce sens. Le patronat règne toujours en maître. Mais, plus grave, les projets de Savary ne font qu'accroître l'inégalité déjà existante du système éducatif.



Alors que les écoles privées bénéficient de fonds publics, l'austérité plane sur l'Education nationale.

TRIBUNE LIBRE

La parole aux enseignants du privé

Pour un meilleur service

Plus de 30 % des enseignants du privé font confiance à la Fédération enseignement privé CFDT dans les élections professionnelles. Et pourtant, elle se démarque nettement du « lobby » enseignement privé, ayant pris nettement position, depuis 1974, pour l'unification du système d'enseignement français.

Pourquoi cette position originale ? Tout simplement parce que nous refusons de nous laisser enfermer dans des oppositions d'un autre âge et dans la défense d'institutions qui ne constituent jamais une fin en soi. Surtout parce que, pour nous, le problème n'est pas qu'il y ait deux, trois, quatre... réseaux d'enseignement parallèles mais, bien au contraire, que l'enseignement français dans son ensemble réponde aux besoins du pays et aux aspirations des jeunes pour une formation qui leur permette demain d'assumer pleinement leurs responsabilités de citoyens adultes dans une société démocratique. (...)

La véritable liberté d'enseignement est plus menacée dans des établissements privés où le pluralisme des opinions n'est pas toléré parce qu'il serait contraire à leur « caractère propre » et où les militants

et adhérents CFDT sont de plus en plus traqués et agressés parce qu'on leur refuse le « droit à la différence » revendiqué pour l'institution, que dans un enseignement public où chacun peut s'exprimer librement dans le respect des autres. C'est pour cela que la FEP-CFDT s'est déclarée favorable à toutes les mesures qui peuvent amorcer un rapprochement entre les deux réseaux d'enseignement. L'une d'elles, c'est l'égalité de statut des personnels et nous revendiquons pour eux le statut des fonctionnaires sans restriction puisque aussi bien, dans les établissements sous contrat, leur employeur est l'Etat. Ce sont ceux qui leur refusent cette liberté de choix qui attendent à la liberté.

La rénovation de l'enseignement français est un enjeu suffisamment important pour dépasser les querelles de boutiques ou de chapelles ; elle a besoin de l'action unie de tous les acteurs de l'éducation, dans un service public à l'intérieur duquel pourra s'exprimer efficacement la richesse de leur diversité.

Pierre Branchereau
président
de la FEP-CFDT

● La semaine prochaine :
tribune du SNUDEP-FEN.

1. Le détournement des fonds publics.

Les lois antilaïques contraignent les collectivités publiques à financer deux réseaux d'écoles concurrents. Les écoles privées cumulent ainsi l'argent public, l'argent des familles de leurs élèves et le soutien matériel de l'Eglise. L'Etat et les communes entretiennent donc un enseignement privilégié et confessionnel amputant le budget de l'école laïque. Aujourd'hui Savary s'engage à maintenir le financement de l'école privée. Et pourtant...

En Vendée, soixante-neuf communes n'ont pas d'écoles publiques. Dans le Morbihan, plus d'une cinquantaine sont dans le même cas. Et, en général, les écoles privées bénéficient de crédits de fonctionnement supérieurs, d'effectifs plus réduits dans les classes. Cette injustice est payée par les fonds publics.

Imaginons un seul instant

que la France soit parsemée d'écoles mises sur pied par la secte Krishna, les témoins de Jéhovah, ou autres Mormons. L'Eglise catholique n'est jamais qu'une secte qui a réussi. Pourquoi aurait-elle le privilège d'être financée par tous, même lorsque beaucoup de contribuables ont des convictions religieuses ou philosophiques différentes ? N'est-ce pas là le premier des « viols de conscience » dont nous tartinent les médias ?

2. Ce détournement des fonds publics accroît la privatisation et la dégradation du service public.

Aujourd'hui, combien de parents envoient leurs enfants à l'école privée par manque de place dans l'école publique, ou parce que cette dernière leur semble disposer de moyens éducatifs inférieurs à ceux de l'école privée ? L'austérité et

ses conséquences budgétaires, l'offensive de toute la bourgeoisie pour dénationaliser toute l'école (comme aux USA) font leur chemin. Et les projets de Savary ouvrent cette voie.

Par la décentralisation, il rend les établissements tributaires du financement des collectivités locales, et bientôt des familles ; par les « projets d'établissement » repris du « caractère propre » du privé, il pousse les établissements publics à la concurrence entre eux, à trier les élèves à l'entrée ; par le « libre choix » de l'établissement donné aux familles, il donne aux plus averties d'entre elles le moyen de regrouper leurs enfants dans les « bons » collèges et lycées.

Est-il utile de dire qui seront les perdants dans toute cette affaire ? La grande masse des travailleurs et leurs enfants.

N. J.

De nouvelles prises de position

La liste des prises de position syndicales pour la manifestation nationale s'allonge : le SNI-37 (Tours), le SNI-14 (Caen), le SNI-59 (Lille), le SNES-Caen, la FEN-65 (Tarbes), des sous-sections du SNI (Saint-Pierre-des-Corps, Issy-les-Moulineaux, etc.), des sections SNES (lycée-collège Montchapet à Dijon, lycée de Chelles-77, etc.) ont adopté des motions pour la manifestation nationale la plupart du temps à l'initiative de syndiqués de la tendance Ecole émancipée.

A notre connaissance, dix sections FEN, neuf sections SNI, trois académies SNES, plusieurs dizaines de sections locales se sont déjà adressées au CNAL.

Des pétitions unitaires relayent les motions syndicales. Celle de Perpignan est l'exemple. A Paris, dans le 19^e arrondissement, des responsables EE, UA et UID du SNI ont lancé un appel dans toutes les écoles. Partout, l'appel des trente personnalités « pour une grande manifestation à Paris » a reçu un écho favorable et est souvent repris.

Fait significatif : des collectifs se mettent en place : Collectif de défense de l'école publique à Pavilly-Barentin (76), Comité aussi à Louviers, CLAL à Montpellier, CLAL à Toulouse, etc.

♦ Appel des « 30 » : A. Richet, poste restante, avenue d'Italie 75013 Paris.

CNAL : 209, boulevard Saint-Germain 75007 Paris.

L'école publique, faussement égalitaire ?





Forger l'unité d'action

« Si les travailleurs n'ont à choisir qu'entre disparaître et lutter, c'est tout choisi : ils lutteront et la CGT sera à la tête ! » Krasucki s'adressait le 16 mars aux manifestants rassemblés par la CGT à Longwy. Cri d'un jour ou appel à la mobilisation générale ? Tel est l'enjeu des semaines à venir.

La volonté de se battre ne manque pas. Elle est manifeste, de la Lorraine (voir p. 6) aux chantiers de La Seyne, mille kilomètres plus bas (voir ci-contre). L'exigence unitaire, l'aspiration à l'action efficace, interprofessionnelle sont patentes. Alors ? De qui dépend le déclenchement des actions qui unifient ces volontés éparpillées dans les différents secteurs professionnels en lutte ?

A l'évidence, les fédérations syndicales, leurs confédérations, disposent de moyens énormes, centralisés, puissamment organisés, pour mettre en œuvre la préparation d'une escalade ouvrière contre l'austérité.

Le 8 mars était une esquisse de tous ensemble sur les salaires. Dans le même temps, la navale et les mineurs, les sidérurgistes et ceux de l'automobile veulent défendre leurs emplois menacés.

Confédérations syndicales, ça veut dire organisations interprofessionnelles de défense des intérêts des travailleurs, non ? Alors, qu'elles jouent leur rôle ! Qu'elles fassent ce que les travailleurs touchés par l'austérité attendent d'elles : l'unité pour préparer la victoire.

La division reste le moyen de s'y dérober. Les tergiversations et négociations de sommet aussi. La journée métallurgie du 30 mars en est encore l'exemple. Elle est appelée depuis des semaines par la CFDT et FO dans le cadre de la Fédération européenne des métaux, et la CGT vient juste de demander à la FEM l'autorisation de s'y joindre. Tous ces contretemps sont obstacle à la mobilisation de tous.

Il revient aux unitaires de remettre leurs directions sur les rails, de mener de la base au sommet, devant tous les travailleurs, la discussion sur le tous ensemble contre les attaques patronales et l'ensemble de la politique d'austérité gouvernementale.

J. L.

CHANTIERS NAVALS

La preuve par La Seyne

Après quatre mois de lutte, un exemple d'unité et d'action qui concerne tous ceux qui se battent pour l'emploi.

C'est un exemple, une leçon que donnent depuis quatre mois les travailleurs des chantiers de La Seyne.

Leur syndicat CGT — qui recueille régulièrement entre 80 et 85 % des voix aux élections professionnelles — en est le pivot. En premier lieu, parce que sa force ne l'amène pas à considérer les autres organisations syndicales, très minoritaires, comme quantité négligeable. Cette démarche unitaire favorise l'unité du personnel des chantiers, de l'ouvrier à l'ingénieur, comme elle contribue à la coordination des luttes à l'échelle du groupe CNM (Dunkerque, La Ciotat, La Seyne), où la représentativité des organisations syndicales est différente.

L'unité ne vaut que par les bases sur lesquelles elle se construit, certes. Celles-ci sont à La Seyne, autant de jalons sur la voie de la mobilisation, répondant aux intérêts des travailleurs de la navale. De la journée ville morte à la marche interprofessionnelle sur Toulon en décembre. De l'impulsion, la participation à la marche sur Paris à la rédaction d'un

projet de loi de nationalisation, voté par les travailleurs du chantier en assemblée générale en janvier.

Les dernières propositions d'action adoptées par l'intersyndicale, au début de ce mois, reproduites ci-dessous, le démontrent une nouvelle fois : l'unité la plus large est possible, sur les bases les plus correctes qui soient.

Les travailleurs des chantiers de La Seyne et leurs organisations syndicales ont pris leurs responsabilités, assumant toutes les tâches nécessaires à leur action. Ils en appellent maintenant à leurs fédérations afin qu'elles coordonnent ensemble l'action dans leurs branches, et participent à l'organisation d'une initiative nationale de tous les secteurs, touchés par les licenciements et les restructurations.

Cette déclaration publiée dans la presse locale concerne tous ceux qui luttent aujourd'hui pour leur emploi. Si les fédérations syndicales faisaient preuve de la même détermination, la bataille aurait toutes les chances d'être gagnée.

M. M.

Se mobiliser, discuter, convaincre

Les syndicats des chantiers de La Seyne ont fait le point sur la lutte des travailleurs de la navale, annoncé leurs actions unitaires des semaines à venir. Ils s'adressent à leurs fédérations, afin qu'elles organisent l'action nationale de tous les secteurs touchés par les licenciements.

Les syndicats CGT, CFDT, CGC, FO, CFTC des chantiers de La Seyne se sont rencontrés les 5 et 8 mars pour analyser ensemble la situation dans la navale, définir des perspectives d'action commune. Ils réaffirment leur refus

d'une réduction de la production des chantiers Nord-Med supprimant, à terme, 3325 emplois. Cette perspective commune au secrétaire d'Etat à la Mer et aux patrons de la Nord-Med est, souligne l'intersyndicale, « contraire aux intérêts des



Couverture d'une bande dessinée réalisée par un ouvrier des chantiers de La Seyne, disponible au syndicat CGT des chantiers navals, 83 La Seyne.

travailleurs, contraire aux intérêts de la France, contraire enfin aux engagements des pouvoirs publics de 1981, et plus précisément de 1982 ».

Les moments forts de l'action — la marche sur Paris du 24 janvier, par exemple — ont permis d'obtenir la promesse de maintien des cinq sites (Dunkerque, La Ciotat, La Seyne, Nantes et Saint Nazaire), et cinq commandes de navires, mais sur le fond, rien n'est réglé. La bataille de l'opinion publique reste à gagner, souligne l'intersyndicale, afin de convaincre que « la navale doit vivre. Un effort sans relâche doit être poursuivi, en direction de la population, des médias, de la télévision en particulier, avec « la participation de l'immense majorité du personnel ».

Les travailleurs des chantiers souhaitent engager le maximum d'actions réduisant les pertes de salaires. Ils veulent également réaliser des actions dures, comme « celles des routiers », ou celles de leurs camarades de Dunkerque qui retiennent actuellement deux navires,

un sur cale, l'autre à quai, et ont organisé de puissantes manifestations. Cette analyse commune amène l'intersyndicale à formuler les propositions suivantes (nous les reproduisons telles qu'elles sont parues dans la Marseillaise, quotidien du PCF, le 14 mars 1984).

Envisager les formes d'action les plus larges

- Vote national des cinq chantiers de la construction navale contre l'application de l'hypothèse B du plan patronal ; (reprise par le secrétaire d'Etat à la Mer, NDLR) ;
- Blocage total ou filtrant de longue durée d'autoroute, gare, etc.
- Occupation de FR 3 région ;
- Manifestation pour remettre le gouvernement sur les bons rails ;
- Intervention auprès du président de la République pour qu'il respecte ses engagements ;
- Action nationale de tous les chantiers navals ;
- Action nationale de toutes les activités maritimes ;
- Action nationale de tous

- les secteurs menacés ;
- Action pour le paiement de la semaine d'action de Paris ;
- Opposition physique à toutes filiations où démenagement de l'informatique ;
- Action nationale les 12 et 13 mai à Giens lors de la venue du ministre des Finances ;
- Différentes actions générales et particulières en dehors des heures de travail ;

En ce qui concerne « le Fair-sky »

Si d'ici le 15 avril, toutes les actions en cours n'ont pas permis le maintien de l'emploi et de l'intégrité de l'entreprise, l'ensemble des organisations syndicales n'excluent pas la retenue du navire à quai avec occupation totale des chantiers.

Dans cet esprit, une demande sera formulée conjointement auprès de la direction pour qu'elle garantisse le retour du navire après les essais de la semaine prochaine.

En ce qui concerne l'élargissement de l'action

L'ensemble des organisations syndicales s'adresseront à leurs fédérations pour qu'elles organisent les actions nationales proposées. Les syndicats des chantiers appelleront à participer aux actions nationales décidées dans ce cadre.

Appel à la mobilisation de tous

Les syndicats CGT, CFDT, CGC, FO, CFTC, appellent tous les travailleurs, femmes, hommes, du manoeuvre à l'ingénieur, à participer à toutes les actions qui seront lancées à leur appel. Elles invitent l'ensemble des travailleurs à discuter, à convaincre et proposer toute action qui leur semblerait efficace.



SIDERURGIE

Lutter ensemble ou crever lentement

30 000 emplois supprimés après « arbitrage » de Mitterrand ? Cette seule question suscite un scandale bien compréhensible en Lorraine. « Les plans patronaux sont appliqués par la gauche », disent, écœurés, les travailleurs.



De Caen à Fos-sur-mer en passant par Longwy, Rombas, Neuves-Maisons, Valenciennes, etc. c'est toute la sidérurgie qui peut entrer en mouvement.

● De notre envoyé spécial

Krasucki, le 16 mars, à Longwy, n'a pas nommé une fois Mitterrand. Mais il parlait du perron de l'Hôtel de ville où, en octobre 1981, avaient été pris les « engagements » : « Longwy, qui a été à la pointe des combats, comme toute la sidérurgie, doit être le fer de lance de l'industrie », « Aucune suppression d'emploi ne doit avoir lieu sans qu'au préalable des emplois de remplacement soient créés. », etc.

Des envolées lyriques

Tout le monde comprenait clairement les critiques à l'encontre de la politique

du gouvernement. Réduites à des allusions, alors que, dans la manifestation une heure avant, le slogan « Mitterrand, tiens tes engagements ! » était crié.

Malgré les envolées lyriques du secrétaire général sur la révolution scientifique et technique, ceux qui étaient venus pour entendre affirmer des perspectives de lutte restaient cependant sur leur faim : aucune proposition pratique, hormis l'affirmation de la CGT comme d'« une grande force tranquille peut-être mais aussi dynamique, énergique, combative que personne ne pourra manipuler. » Cependant, alors que son organisation sur injonctions parisiennes a

cassé localement le Front commun syndical (FCS) qui a existé de juin à octobre 1983, il soulignait sa « volonté unitaire, dès lors que la CGT, comme c'est normal, a été la première à montrer la voie de la lutte. »

« Du bla-bla : on voit qu'il est bien au chaud », disait à côté un sidérurgiste sur la cinquantaine, alors que des militants à écharpe tricolore hochaient la tête, admiratifs devant les qualités d'orateur du secrétaire général... En fait, cette journée était en partie « un bide » pour la CGT : elle attendait quinze mille personnes, que l'Hu-

manité du 17 mars prétend avoir vu, alors qu'il y avait tout au plus cinq mille personnes, dont environ deux mille de Longwy même. Plus d'un militant rappelait que le 23 septembre dernier, à l'appel du FCS, ils étaient plus de huit mille manifestants de Longwy au même endroit. La grève elle-même n'avait pratiquement pas été suivie : « un ou deux par service », disait les uns et les autres, citant les noms des fidèles.

A Paris

Les jours précédents, la CFDT de la sidérurgie Lorraine avait distribué un tract donnant ses raisons de ne pas participer à une action sans objectif nettement défini. Elle présentait ses propositions d'action unitaire : elles comportent la perspective d'une « montée de masse des Lorrains à Paris, pour que ministres et députés sachent ce que veulent les travailleurs ». Rien ne dit que cette idée plaise beaucoup à la direction de la CGT. Krasucki n'a parlé que de « marches de bassin à bassin » en Lorraine même. Et, chacun le mesure aisément, une manifestation à Paris des Lorrains, rassemblant sidérurgistes, mineurs, ouvrières et ouvriers du textile, etc. aurait des allures de véritable mise en cause politique de la politique de restructuration développée par le gouvernement...

Seule cette perspective, que la LCR défend depuis le printemps 1982, peut unifier les revendications. Isolées bassin d'emploi par bassin d'emploi, elles se perdent dans des dossiers techniques, comme celui publié dans le Monde sous forme de publicité sur une pleine page, le 18 mars, par l'inter-syndicale de Sacilor de Rombas-Gandrange. Ou bien dans des dossiers de « plans de formation », comme ceux des aciers spéciaux de Pompey.

Les diverses actions, dans



Krasucki a fait à Longwy un meeting à côté de la plaque.

divers secteurs, comme le train feuillard* de Rehon ou du train à fil de Longwy montre que la combativité existe. De même que le train de minerai renversé par ceux de Neuves-Maisons dès l'annonce de menaces précises de fermeture. Bien sûr, après tous les coups subis, on entend dire « c'est foutu », mais ceux-là ajoutent aussitôt que « les organisations syndicales ne

proposent rien ». Reste donc à savoir ce que donneront les rencontres, intersyndicales, qui sont de plus en plus sous la pression des secteurs qui réagissent de la même façon que ceux du groupe « 79-84 même combat ».

Pierre Rème

* Feuillard : fabrication de feuilles d'acier de diverses épaisseurs et tailles.

« 79, 84, même combat »

Un groupe de travailleurs syndiqués et non syndiqués veulent imposer l'unité pour défendre leurs emplois. Leurs opérations « coup de poing » tracent une orientation.

Mardi 20 mars a eu lieu le septième « coup de poing » réalisé, depuis le 20 février, à Longwy. Une centaine de travailleurs ont occupé le centre des Impôts et le tribunal : « ils jugeaient de pauvres diables pour des histoires de loyer ». En partant, ils ont écrit leur slogan et barbouillé de rouge une voiture de police.

Au cours de leur réunion, ils ont adopté un tract, qui présente leur lettre aux quatre organisations syndicales : ils rappellent la « création du Front commun syndical en assemblée générale en juin dernier », la « montée sur Paris prévue puis annulée » ; leur « refus de la division et de la récupération ».

Pour eux, l'essentiel est

d'imposer qu'une assemblée générale unitaire ait lieu. Ils exigent donc publiquement que cela soit fait. Avec des chances d'être entendus : ce sont près de 400 travailleurs, sur les 6 500 sidérurgistes actuellement en activité, qui ont participé à l'un ou l'autre des « coups de poing » précédents.

Leur liste, d'ailleurs, trace assez nettement une orientation. Le premier, ce fut l'arrêt du train Paris-Luxembourg, avec inscription du slogan « 1979-1984, même combat ». Puis ce fut l'occupation de la gare de Longuyon. Puis celle de la poste avec l'envoi du courrier oblitéré d'un tampon avec le même slogan. Ils s'emparèrent ensuite, à 200, de la voiture du Republicain

Lorrain, quotidien régional de droite, qu'ils distribuèrent, accompagné d'un tract d'explication et d'un appel au « coup de poing » suivant, avec un lieu de rendez-vous où l'objectif du jour est annoncé au dernier moment. Ce fut alors, un samedi, le blocage de la douane, où ils assurèrent pendant plusieurs heures, le libre passage des voitures, munis d'une banderole disant : « A l'Europe des patrons, opposons l'Europe des travailleurs ».

La sixième opération, elle, s'en prenait directement à Mitterrand : ses portraits officiels étaient enlevés de plusieurs mairies ; il était remplacé par une affiche : « Mitterrand, lorsque tes promesses seront tenues, ton portrait retrouvera sa place. »

Actions de harcèlement, elles affirment qu'il ne faut pas se résigner et ont rassemblé les énergies de militants syndicaux mais aussi de non-syndiqués qui veulent imposer l'unité pour défendre leurs emplois.

P. R.

Le PCI laisse place nette

Depuis des semaines, Informations ouvrières montrait le PCI, véritable parti capable d'actions de masse, en train de préparer « une marche de tout Neuves-Maisons sur Paris le 15 mars ». Quelques jours avant la date fixée, nouveau tract : « La municipalité et les dirigeants syndicaux disent : "Nous n'appuierons pas une initiative d'un parti politique,

nommément du PCI." » Réponse : « Si donc le seul obstacle serait la décision du PCI d'appeler le 15 mars à aller à Paris, là où cela se décide. Alors le PCI vous laisse place nette, il retire sa proposition : à vous de prendre vos responsabilités. »

C'est daté du 11 mars. Le moment où le bluff d'une organisation apparaît pour ce qu'il est.

Les profits ou les besoins ?

« Contrainte extérieure », « compétitivité », des mots ronflants pour cacher une réalité : la priorité donnée par le gouvernement au rétablissement des profits capitalistes.

Un constat tout d'abord. On l'avait annoncé. Cela s'est produit : le nombre officiel des chômeurs atteint 2,2 millions. Avec une augmentation de 58 000, au rythme de 2 000 de plus par jour, en février. Mauroy, « chef de guerre contre le chômage », comme il s'était lui-même proclamé, ne « tient » plus « la crête des deux millions ». Bilan d'échec.

En même temps, après deux ans « d'efforts », l'inflation pour 1984 sera sans doute au moins de 7 % (0,7 % en janvier, 0,7 % en février...). Delors, cependant, se dit « satisfait ». Mais cette déclaration ne peut étonner que les naïfs : le véritable objectif du gouvernement n'est pas de « juguler l'inflation » mais de « casser l'indexation » des salaires sur les prix, afin de financer les in-

vestissements patronaux par les sacrifices des salariés. Avec le soutien d'Edmond Maire.

Bilan d'échec

Sinon, pour limiter le taux d'inflation, d'autres solutions existent, simples et efficaces. Elles n'ont pas été retenues par le gouvernement : elles ne pouvaient en effet pas servir correctement les exigences du



Les manifestations de fonctionnaires ont relancé une fausse polémique entre la défense du pouvoir d'achat et la défense de l'emploi. Mais les besoins de la population sont loin d'être satisfaits. Un exemple : les crèches qui font cruellement défaut.

Acier, qui décide ?

Rejeter les projets patronaux, devenus décisions gouvernementales, maintenir les emplois, amène une question : à partir de quels critères organiser la production et choisir de garder ou de transformer les divers outils de production ?

A l'opposé des « plans » décidés dans le secret capitaliste par les « autorités » européennes, il faut chiffrer les besoins sociaux.

Cela suppose que les patrons n'aient plus, même par grands fonctionnaires interposés, la propriété des moyens de production. Et cela exige que les travailleurs aient le pouvoir d'exprimer et de débattre démocratiquement de leurs aspirations et de leurs choix. Ce serait, pour tout dire, une planification socialiste réalisée dans les conditions qu'ont réclamées les travailleurs polonais avec Solidarność quand ils ont exigé de pouvoir organiser les usines en se passant des bureaucrates.

Dans un tel contexte, imaginons que le nombre et la qualité des logements à rénover ou à construire soient recensés partout. De même pour les équipements collectifs (crèches, écoles, hôpitaux, etc.). De même pour les transports. On saurait quelles quantités des diverses sortes d'acier il faut produire. Les échanges commerciaux avec les pays industrialisés et les pays sous-développés pourraient eux-mêmes être définis autrement : en fournissant, par exemple, aux pays du Sahel de quoi réaliser leur irrigation au lieu de fermer certaines usines en Europe...

Utopie ? Non pas : à condition de ne pas céder devant les exigences des capitalistes et de ne pas se soumettre à leurs « règles ».

La majorité du PS et du PC a fait un autre choix, elle qui soumet la sidérurgie nationalisée aux quatre volontés du patronat. Mise au chômage des sidérurgistes et baisse du niveau de vie de l'ensemble des travailleurs, ou abandon de la « logique » capitaliste, tel est le choix.

P. R.

patronat. Le Plan d'urgence présente ces priorités. Plusieurs économistes, tirant le bilan des trois ans écoulés, avancent quelques arguments identiques.

Ainsi en est-il de Serge Christophe Kolm (1). Il propose « l'indexation rigoureuse des revenus sur les prix pour que le ralentissement de la hausse de ceux-ci entraîne le même effet sur les coûts et donc s'accélère. » (p. 45). « De la rigueur, il en fallait, ironise-t-il, mais pas où on l'a mise, c'est-à-dire dans l'assiette du consommateur et sur le dos du chômeur. » « Le gaspillage, rappelle-t-il, ce n'est pas les dépenses publiques mais le travail inemployé des chômeurs. »

Aussitôt, bien connus face à l'exigence des 35 heures et du plein emploi, ressurgissent les arguments tirés de « la contrainte extérieure » : ils justifient, paraît-il, le chômage de masse à cause du souci prioritaire de la « compétitivité » face à la concurrence internationale. Ils se ramènent, en fait, à une affirmation : les profits d'aujourd'hui font les investissements et les emplois de demain. Une affirmation totalement fautive.

D'abord, en effet, un simple rappel : tout investissement de modernisation d'une entreprise permet de produire plus ou autant avec beaucoup moins de salariés. Pour au moins protéger les emplois existants, de tels investissements devraient être indissociables d'une baisse du temps de travail sous le contrôle des travailleurs.

Ensuite, une évidence : le système capitaliste est vraiment monstrueux

puisqu'il est en crise de sur-production au moment où la famine augmente dans une grande partie du monde. « Ces misérables n'ont pas de quoi payer », dit le capitaliste. « Il faut, explique le Plan d'urgence, rompre avec les mécanismes financiers baptisés contrainte extérieure, amarres capitalistes. » (p. 17).

Deux voies

A condition de ne plus subir le taux actuel du change du franc, « le quart des chômeurs officiels, affirme Kolm, suffirait à produire assez d'exportations pour régler le déficit actuel » (p. 61).

En réalité, comme le rappelle avec raison Alphonse Veronèse dans l'éditorial de la Vie ouvrière du 12 mars, « 40 % des profits bruts passent en dividendes et en intérêts ». Il y oppose l'idée que « remplir les caddies » — c'est-à-dire relancer la consommation —, « c'est vider les ANPE ». Cela pourrait être vrai si, comme le montre le Plan d'urgence, « l'orientation de l'investissement et de la production étaient faites pour les besoins et non pour le profit » (pp. 15-16).

Mais la direction de la CGT se garde bien de poser une telle question. Dans la VO déjà citée, l'éditorial le souligne fortement : « N'ayons pas peur des mots, nous voulons être compétitifs sur le marché. » Pour notre part, nous n'avons pas non plus peur des mots : les travailleurs n'ont pas à attendre la défense de leurs intérêts des « règles » de cette « compétitivité » que veulent aujourd'hui respecter, par-delà leurs

polémiques, toutes les directions ouvrières.
Pierre Rème

1. Serge Christophe Kolm, auteur entre autres de « Solutions socialistes » (1978) et de « la Transition socialiste » (1977), vient de publier « Sortir de la crise », collection « Pluriel », Hachette.

La LCR propose
des mesures anticapitalistes
POUR CHANGER DE CAP



ROUEN
Luttes en chaîne
pour les salaires

Le 8 mars des fonctionnaires a eu des effets dans l'agglomération rouennaise. Tandis que ceux de Renault-Cléon faisaient grève pour obtenir la prime R.25 (voir *Rouge* du 16 mars), les travailleurs de Sopalin démarraient une grève tournante à Sotteville. Ils veulent obtenir l'augmentation dont ont bénéficié deux autres entreprises du trust. Depuis plus d'une semaine aucune production ne peut sortir de l'usine. Entre octobre 1983 et février 1984 leur perte de pouvoir d'achat se chiffre à 4,85 %, sans compter l'augmentation des prélèvements sociaux. La CGT revendique 5 % d'augmentation pour l'année 1984, et une clause de sauvegarde.

Les éboueurs de Rouen étaient également en grève contre leur patron : la société RIMOR. Le maire Lecanuet qui n'aime pas voir les rues bourgeoises de sa ville encombrées d'ordures, a tenté de faire appel à des entreprises parallèles, menacé de faire intervenir l'armée. Les éboueurs ont repris le travail mardi matin en obtenant l'avancement des augmentations de salaires 1984, la réduction des jours de carence pour maladie, si l'absentéisme dans l'entreprise ne dépasse pas 3,5 % du personnel sur l'année.

Les conducteurs receveurs de bus de l'agglomération ont fait grève une journée à 100 % pour le maintien de leur pouvoir d'achat.

Coordonner les actions contre l'austérité est bien la préoccupation à l'ordre du jour.



Quand Defferre envoyait la troupe ramasser les ordures pour casser la grève en 1976.

EBOUEURS MARSEILLE

Grèves contre les offres de Gaston

Les trois semaines de grève des équipes de nuit des éboueurs en 1983 ont laissé des traces. Defferre ne voulait pas entendre parler de leurs revendications sur rythmes de travail et de congé, il avait fait intervenir l'armée. Obstiné il fit passer toutes les équipes de nuit en jour. Têtu, il a fait mettre au point une réforme de la collecte des ordures ménagères, complètement technocratique, basée sur le remplissage de conteneurs. Quelles mesures ! Applicables, à la limite dans une ville comme Paris où les avenues sont larges, elles sont totalement absurdes à Marseille où les rues sont étroites. Le temps de ramassage s'allonge, l'encombrement qui en résulte sur les trottoirs risque de mener

au désastre, ou presque !

Pour faire passer la pilule, Gaston envisage de livrer le service du centre-ville à une société privée (qui serait liée aux panneaux Decaux). Les municipaux seraient déplacés vers la grande banlieue, avec suppression de 25 % des services, et aggravation des conditions de travail en prime.

Mais les éboueurs marseillais, s'ils ont repris le travail en 1983 sur un échec, n'ont pas l'intention de baisser les bras. A l'appel de la CFDT-municipaux — récemment renforcée par des militants et des sympathisants de la CGT et de FO exclus de leurs syndicats —, ils ont fait grève lundi, au moment où le conseil municipal discutait

un appel d'offre aux sociétés privées, mijoté par Gaston. Quatre-vingt-trois bennes de la régie stoppaient le travail, dix-huit seulement étaient en service.

Qu'allaient faire les conseillers municipaux de gauche ? PS, PCF et Groupe d'action municipal ont voté les offres de Gaston. UDF et RPR, favorables à tout crin à la privatisation votaient contre. Les offres « défavoriseraient le patronat local » !

Les traditions de luttes démocratiques et coordonnées des éboueurs de Marseille pourraient réserver à Gaston et au conseil municipal des surprises dans les semaines qui viennent.

M. M.

**GRAND
COURONNE**
Elections à
la Chapelle
Darblay

La CGT a perdu 17,6 points aux élections professionnelles qui viennent d'avoir lieu à la Chapelle-Darblay Grand-Couronne. La CFDT progresse, de 24,16 % des suffrages en 1982 à 43,25 %. Grand-Couronne est la deuxième entre prise du groupe dans l'agglomération. Pendant la lutte de l'automne 1983, le travail avait repris après l'agression d'un commando regroupant les jaunes et la CGC. Ils avaient vidé *manu militari*, sous la protection des flics, les grévistes et les délégués CGT qui occupaient l'usine. La CFDT avait alors appelé ses militants et sympathisants à reprendre le travail. La grève avec occupation continuait pendant ce temps dans l'autre site du groupe à Saint-Etienne-du-Rouvray, sous la conduite de la CGT.

La CGT reste majoritaire à Grand-Couronne avec 56,25 % des suffrages exprimés. Le dernier scrutin illustre une division renforcée parmi les travailleurs du groupe, après trois mois de lutte.

DIX
SOUSCRIPTION

Lutter contre l'austérité
ça se paye!

10F

Rassemblement
contre
l'austérité
et l'Europe
capitaliste

Le Bourget
26-27 mai

e.63 **rouge** **0079**

Dernière semaine

« SANS BOTTES
NI MEDAILLES »
Un trotskyste breton
dans la guerre.
André Calvès.

En souscription
jusqu'au 31 mars 1984

45 francs
au lieu de 60 francs

André CALVÈS

Sans bottes
ni médailles

Un trotskyste breton dans la guerre



La victoire d'Hitler en Allemagne, le Front populaire, la Révolution espagnole, les procès de Moscou, la déclaration de guerre : les souvenirs d'André Calvès s'enracinent dans cette décennie. A travers son itinéraire personnel, notre camarade Calvès révèle une page d'histoire méconnue : l'activité des trotskystes français, à Brest et à Paris, de l'occupation allemande à la « Libération ». A l'époque où il était « minuit dans le siècle », des militants ont combattu contre le fascisme sans céder à « l'union sacrée ». Ils étaient trotskystes. André Calvès était de ceux-là.

PEC, 2, rue Richard-Lenoir
93100 Montreuil

Notre camarade dédicacera son livre à la librairie La Brèche (Paris) le samedi 31 mars à 15 heures.

Je souscris pour exemplaires à 45 F :
Frais de port x 6,30 F par exemplaire :
Total à payer :

Chèque à l'ordre de PEC.
Je le prendrai à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis Paris 11^e (M^o Nation).
Je souhaite le recevoir à l'adresse ci-dessous et je règle les frais de port.

Nom Prénom
Adresse

Bon à renvoyer à PEC, 2, rue Richard-Lenoir
93100 Montreuil

LORRAINE

Une rencontre régionale contre l'austérité

Soixante-dix militants ont participé en Lorraine à l'assemblée régionale contre l'austérité le 17 mars.

Une riche discussion, faisant apparaître un large accord sur l'analyse et sur les tâches politiques et syndicales urgentes aujourd'hui.

Réunis pour une journée de débat, les soixante-dix militants représentaient bon nombre de secteurs d'activité de la région : sidérurgistes, forestiers, métallurgistes, mineurs, cheminots, salariés de la santé, des PTT, enseignants. Entre des membres de la LCR, du PSU, de la Gauche autogestionnaire et d'autres, sans appartenance politique et parfois anciens du PCF, un large accord se dégageait. Sur un constat et sur un engagement commun : « Il y a un gouvernement de gauche et il faut qu'il reste », résumait un travailleur de Longwy qui ajoutait : « Il faut se battre pour que partout s'affirme le rejet de la politique qu'il suit. »

« Cependant, enchaînait-il, les travailleurs veulent savoir pour quoi se battre : le maintien des emplois ou des reconversions industrielles ? On ne peut pas donner un

objectif si cela revient à se battre pour perdre. Les conséquences de telles défaites ouvrières sont trop négatives. »

« Certes, répliquait un cheminot de Metz, mais les seuls emplois de reconversion obtenus l'ont été grâce aux luttes pour le maintien des emplois et non pas en discutant de plans de reconversion. » Tous les participants en convenaient : le rapport de forces réalisé à partir des luttes immédiates est décisif. Cela n'épuisait cependant pas la question des objectifs de lutte à définir.

Un militant de la Gauche autogestionnaire, reprenant plusieurs exemples de restructuration, mettait en lumière comment il fallait « dénoncer tout de suite le maintien du secret capitaliste : une banque du type de Paribas encaisse et distribue où elle veut des capitaux alors que le déficit est appa-

rent dans les filiales. » Il insistait sur la nécessité de lier une agitation sur ces questions aux mobilisations pour les revendications d'emplois et de salaires, tant dans le secteur privé que le public.

Définir les objectifs

Un cheminot de Nancy donnait lui aussi un exemple de ces exigences, élémentaires, auxquelles les directions du mouvement ouvrier tournent le dos : « Les patrons routiers ont obtenu des déductions de TVA, une plus grande souplesse d'horaires qui retombera sur leurs salariés. Mais il n'y a toujours pas les 35 heures à la SNCF et les fédérations CGT et CFDT ne proposent plus un grand service national des transports. » Seules les mobilisations, constataient les participants, pourront remettre ces objectifs à l'ordre du jour tout en défendant les revendications immédiates. « A condition, soulignaient plusieurs interventions, qu'on explique et défende dès maintenant ces objectifs politiques. »

Certes ! Mais restait à bien délimiter la hiérarchie des exigences et les conditions de la lutte : « Dans la sidérurgie comme ailleurs, essayait de résumer un par-

ticipant, il faut d'abord un rapport de forces suffisant pour faire annuler les plans de suppressions d'emplois. Cela seul peut permettre de faire discuter d'une organisation de la production en fonction des besoins sociaux non satisfaits. » Dès lors que la lutte n'avait « pas pour seul but de dire non à une décision gouvernementale », un accord assez large semblait se dégager.

On le retrouvait également dans la discussion sur les moyens de lutte : « Il faut une marche unitaire interprofessionnelle sur Paris pour obliger le gouvernement à changer ses décisions. » Le débat existe déjà dans la région (voir page 6). Et trop d'expériences ont été faites de « montées à Paris » sans réelle portée, ni économique ni politique.

Pour une marche sur Paris

L'opération publicitaire réalisée par la CGT la veille, sans aucune chance de réelle mobilisation de masse, rappelait nettement que toutes les manœuvres seront possibles pour refuser d'organiser une marche des Lorrains à Paris, ou pour en limiter la portée. Ce dont il s'agit, devait rappeler une

camarade, ce n'est pas d'« un voyage pour aller voir la tour Eiffel, qui n'a vraiment aucun pouvoir de décision, mais d'une grande manifestation devant l'Assemblée nationale, pour s'adresser aux députés et au gouvernement. Une marche interprofessionnelle à laquelle d'autres régions pourraient se raccrocher. »

La force de l'aspiration à une action unitaire pour l'emploi et les salaires est notée par plusieurs participants. « A la SNCF, le 8 mars, le pourcentage de grévistes (50 à 60 %) était des plus forts depuis pas mal d'années. Et une assemblée générale unitaire a pu avoir lieu alors que ce n'est pas du tout l'habitude. » « Dans la CFDT-santé, on a noté que des sections qui suivent la ligne de la direction confédérale n'acceptent pas du tout la volonté de casser la grève du 8 mars, ni les propos de Maire qui divisent en opposant les fonctionnaires aux autres. » « Dans la Haute-Marne, des manifestations départementales unitaires sont préparées par la CGT, la CFDT et la FEN pour le 20 mars. »

Cependant, comme le prouve l'exemple de Longwy, il peut exister un Front commun syndical, sans que cela garantisse, ensuite, contre les manœuvres de divi-

sion (voir page 6). Cette expérience, comme les explications au sujet du groupe « 79-84 même combat », a permis une discussion très précise. Il en ressortait nettement que, même décidée intersyndicalement, la marche sur Paris resterait menacée par diverses manœuvres. D'où la nécessité de la préparer le plus près possible de la base, sur les lieux de travail, dans des assemblées générales unitaires. Une fois précisé le rôle décisif de l'organisation démocratique de la mobilisation, tous étaient d'accord pour agir en même temps en faveur de la marche, en prenant les moyens d'exiger que les directions syndicales l'organisent et en popularisant partout un appel en ce sens.

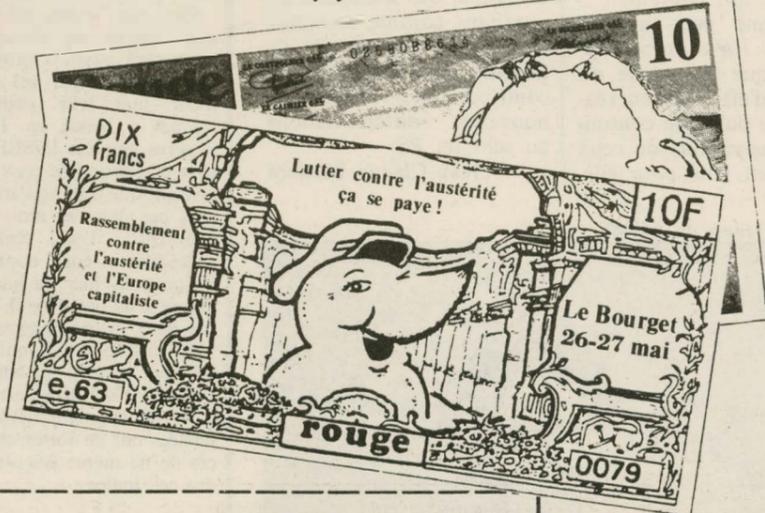
En même temps que ces deux débats principaux, la réunion permettait aussi de faire le point sur le développement des oppositions syndicales ; dans la CFDT, où quelques militants sont en ce moment en butte à des attaques très violentes ; et également dans la CGT dans des conditions bien différentes.

Au total, une réunion très militante, montrant la possibilité d'un combat politique commun.

Pierre Rème
Charles Suze

Souscription

Nous proposons à tous et toutes de se retrouver fin mai à Paris pour montrer que nous sommes des milliers et des milliers à lutter contre l'austérité, la droite, l'Europe capitaliste ! Pour y arriver, c'est à peu près 500 000 F qu'il nous faut réunir dans les deux mois qui viennent. C'est possible si tous ceux et celles qui côtoient les militants de la LCR dans la lutte quotidienne, qui voient son action inlassable, lui apportent leur soutien dans la lutte pour le socialisme en concrétisant cet attachement par un chèque. C'est possible si tous les militants, toutes les militantes, membres ou sympathisants de notre organisation placent les « billets de 10 F contre l'austérité » en échange de pièces sonnantes et trébuchantes de la monnaie de ce pays !



NOM Profession

Prénom Adresse

je verse F

(chèque à l'ordre de la LCR)
A retourner à Michel Rousseau,
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil



Préparation du 26-27 mai

LILLE

Un meeting avec Alain Krivine

Un intérêt marqué pour les propositions de la LCR, de nombreuses questions et de nouveaux contacts : un bon meeting pour la section lilloise de la LCR.

Plus de 150 personnes sont venues assister au meeting de Krivine à Lille. De nombreux travailleurs désiraient connaître les réponses de la LCR, après l'échec de la lutte des Massey-Ferguson, la succession des grèves dans la fonction publique.

Le débat qui suivit l'introduction d'Alain Krivine résumait les principales questions que se posent aujourd'hui les militants syndicalistes. « Face à la divi-

sion CGT et CFDT, y a-t-il une recette pour mobiliser les travailleurs de mon secteur ? » Cette interrogation d'une responsable de la CFDT lançait le débat. « Les assemblées générales sur une entreprise permettent de dépasser les rivalités syndicales », répondait un militant de la CFDT. « Elles préparent l'organisation des travailleurs en comités de grève, qui permettent à tous d'être associés à la lutte. » Les enjeux des courants

d'opposition dans les syndicats, le langage de Maire et des Krasucki cherchant à masquer les capitulations devant le patronat ; l'importance aujourd'hui de la coordination et de la centralisation des luttes, et les responsabilités particulières des organisations syndicales sur ce point : autant de questions qui nourrissent le dialogue dans l'assistance.

« La crise n'est pas celle des travailleurs, concluait Krivine, ils ne doivent pas en faire les frais. Partout où ils sont, les militants de la LCR se battent en ce sens. Ils ont besoin de vous pour construire le parti des travailleurs. »

Vingt-quatre personnes ont pris contact avec la Ligue à la fin du meeting.

D. V.



PARTI SOCIALISTE

Le grand écart du CERES

La synthèse réalisée entre les courants socialistes au congrès de Bourg-en-Bresse est en train de voler en éclats. Le CERES est conduit à reprendre son autonomie d'expression. Ce qui n'empêche pas la crise d'identité de ce courant de se faire plus aiguë.

Il y a seulement un trimestre, la mode était à la reconnaissance de l'habileté tactique de François Mitterrand qui semblait avoir réussi à faire taire les critiques du PCF comme du CERES au sein même du Parti socialiste. Mais les habiletés tactiques ne sont qu'art du camouflage ; elles ne parviennent pas à changer les données fondamentales d'une situation politique.

La réalité, c'est qu'au cours de cet hiver 1984, les effets de l'austérité ont concerné la totalité des couches populaires. Sur un autre registre, c'est la capitulation gouvernementale devant les exigences cléricales qui aboutit à mettre en cause la laïcité, pourtant l'un des piliers idéologiques de la social-démocratie française.

Le PS en arrive ainsi à soutenir une politique qui n'est pas seulement contraire aux intérêts de la majorité des travailleurs et aux aspirations du 10 mai 1981, mais qui est contradictoire avec le programme autour duquel le PS s'était reconstruit au cours des dix dernières années. Le fossé est béant entre les promesses du PS d'avant le 10 mai et les réalisations d'aujourd'hui.

Il l'est encore bien d'avantage pour un courant comme le CERES qui avait eu la prétention d'occuper le terrain à la gauche du PS. Si le PS n'a pas trouvé de place stabilisée dans le cadre des institutions de la V^e République endossées par Mitterrand, le CERES traverse, quant à lui, une crise d'identité encore plus aiguë. Les dirigeants historiques de ce courant ont fait le choix, après le 10 mai, de continuer à organiser une tendance délimitée. Mais quelles peuvent être ses délimitations actuelles ? Telle est la question qui est posée depuis près de trois ans.

La tentative initiale de Jean-Pierre Chevènement visant à faire des militants du CERES les meilleurs « godillots » a piteusement avorté avec son départ du gouvernement. L'entreprise suivante visant à faire du CERES le fer de lance d'une autre politique a, elle aussi, échoué en raison de l'inconsistance de cette autre politique et du ralliement

aux thèses de Jospin lors du dernier congrès. Demeurer silencieux au sein d'une direction nationale décidée à avaler, une à une, toutes les couleuvres de l'action gouvernementale, était à terme intenable.

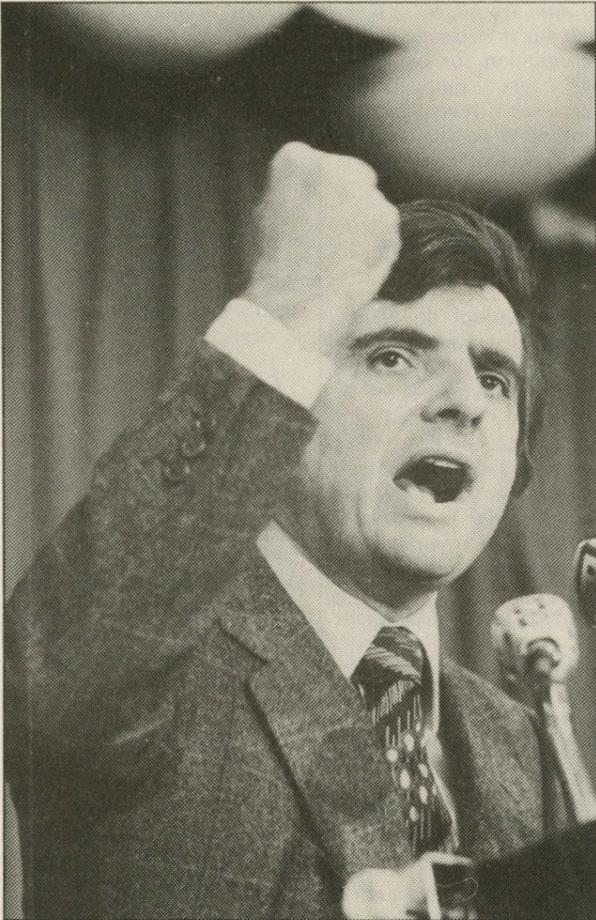
Feu sur Delors !

Le moment est donc venu où le CERES s'efforce à nouveau de se distinguer. Il s'est abstenu de voter la résolution du dernier comité directeur. Il reprend le chemin de la critique, en concentrant ses attaques sur le seul Jacques Delors. Dans le numéro de mars de la revue *En jeu*, publication animée par le CERES, l'éditorial de Didier Motchane s'en prend en effet à ce seul ministre. Mais au-delà, il dresse un acte d'accusation sévère de la politique du gouvernement. « Lorsque les ministres font plus attention, c'est le moins qu'on puisse dire, aux éditoriaux du *Figaro* et du *Wall Street Journal* qu'à ceux de *l'Unité*, on ne s'étonnera pas que les militants socialistes, qui discernent la conscience malheureuse de leurs dirigeants, se sentent réduits au rôle de spectateurs », écrit ainsi Motchane.

Dans le jargon propre aux débats internes du PS, il constate : « Les idées de la deuxième gauche sont au pouvoir avec les hommes de la première. » C'est là un constat qui, en fait, met en cause l'héritage de dix ans de débats internes au sein du parti et de la CFDT. C'est souligner que la « première gauche » rassemblée par Mitterrand contre Rocard et Maire n'était qu'une illusion qui n'a pas résisté à l'épreuve de l'exercice du pouvoir. Critiquer le gouvernement ne peut plus suffire à délimiter un courant, le CERES. Il est nécessairement conduit à affirmer des perspectives offrant une raison de militer à ceux auxquels il s'adresse dans le PS.

La dérive de Chevènement

Chevènement s'est employé à cette tâche. Il a publié un manifeste « Pour la République moderne ». Il s'agit d'un texte dont on



Jean-Pierre Chevènement : de l'aile gauche au discours moderniste.

peut aisément pronostiquer qu'il sera vite oublié. Son seul intérêt est la mesure de la dérive qui affecte celui qui a été longtemps perçu comme un leader de la gauche du PS.

Qu'on en juge ! Le manifeste parle de « forger par-delà les vicissitudes et à travers les luttes à venir, le projet qui rassemblera nos concitoyens autour de quelques valeurs simples et fortes ». La première de ces valeurs simples et fortes, c'est tout simplement d'« apprendre aux Français à travailler ensemble pour relever solidairement le défi d'une guerre économique impitoyable qui façonne insidieusement les nouvelles chaînes. » Pour atteindre ces objectifs, Chevènement a trouvé l'alliance de classes à

mettre en œuvre, il faut : « faire appel à l'alliance de tous les "battants", de tous ceux qui refusent de baisser les bras et qui veulent gagner ».

Ce manifeste qui se revendique de la tradition de Mendès-France, personnalité radicale, n'est pas proposé comme programme du CERES, mais comme référence d'un nouveau club fondé par Chevènement. Il n'empêche qu'il fait aujourd'hui partie des perspectives que la direction du CERES propose aux militants de son courant.

Motchane peut ironiser sur le « tête-à-queue politique » que la gauche est en train d'effectuer en réalisant une politique contraire aux aspirations de ceux qui avaient voté pour elle.

Mais le CERES s'exerce à un tête-à-queue tout aussi violent en reprenant à son compte les propositions de son chef de file. Celles-ci ne visent plus qu'à tenter de renouveler le vieux projet mendésiste de modernisation du capital. Ce ne peut être qu'une impasse dérisoire.

Un triple langage

Le CERES pratique, lui aussi, une politique du grand écart entre sa solidarité globale avec les options de François Mitterrand, sa critique de plus en plus acerbe de la politique suivie par le gouvernement présidé par le même Mitterrand et les références nouvellement modernistes de Chevènement. Triple langage cyniquement maîtrisé, ou bien signe de contradictions réelles parmi les dirigeants du CERES ? La question est, somme toute, de peu d'intérêt. Le plus important est constater que le maintien de ce triple langage est lourd de conséquences pour cette tendance. Sa direction, paralysée, a laissé à d'autres sensibilités socialistes l'initiative de la critique des capitulations sur le terrain scolaire. Le plus petit dénominateur commun aux pulsions contradictoires qui traversent le CERES, c'est la demande d'une dévaluation du franc et d'une plus grande souplesse du Système monétaire européen.

Le fait que la synthèse de Bourg-en-Bresse vole actuellement en éclats, n'est pas dû aux états d'âme de quelques dirigeants nationaux mais est le reflet des difficultés auxquelles se heurte l'application de la politique gouvernementale. Le regain des mobilisations ouvrières comme la colère des laïques sont autant de facteurs qui contribuent et contribueront à l'éclosion de nouvelles différenciations au sein du PS.

Jean-Claude Bernard

Didier Motchane et Georges Sarre, deux dirigeants du CERES.



CHIFFRES

+ 1,9%

C'est la hausse du taux de salaire horaire ouvrier au quatrième trimestre 1983. La progression trimestrielle se réduit depuis début 1983 : + 3,1 % au 1^{er} trimestre, + 2,5 % au second, + 1,9 % au troisième ; - 9,8 % pour l'année 1983 contre + 12,6 % en 1982.

- 0,4%

Représente la perte de pouvoir d'achat sur 1983, compte tenu de la réduction du temps de travail. Celle-ci n'étant pas compensée intégralement, les salaires mensualisés progressent moins que le salaire horaire : + 1,6 % et + 1,4 % pour les deux derniers trimestres 1983. Soit 8,9 % pour l'année et une perte de pouvoir d'achat de 0,4 % en rapport avec la hausse des prix de détail de 9,3 % pour l'année 1983.

- 1,1%

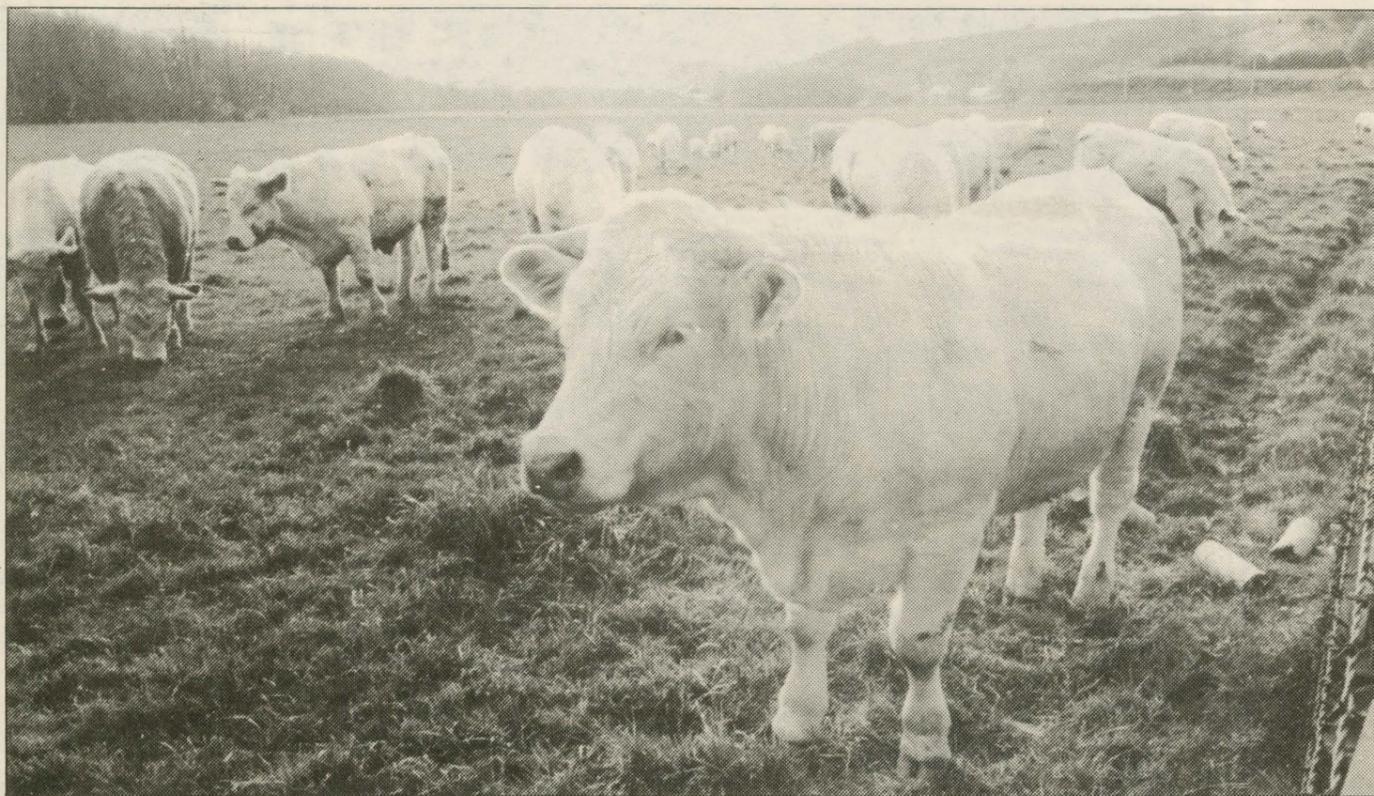
C'est la baisse du revenu disponible, lorsque l'on tient compte de la hausse des prélèvements fiscaux et sociaux (les fameux 1 %, cotisations sociales, impôts, et la cotisation chômage en plus appliquée aux fonctionnaires sur 1983 !). Le pouvoir d'achat du salaire net diminue de 0,9 % en 1983 après cotisations sociales, et le revenu disponible après impôt de 1,1 % par habitant. Tout cela d'après les indices officiels (INSEE), toujours aussi truqués.

2/3

Oui, c'est le titre du dernier roman de Giscard ! Mais c'est aussi la proportion des ménages qui estiment que leur pouvoir d'achat a baissé en 1983 (d'après enquête INSEE...), et la proportion de ceux qui pensent que cela ne s'arrangera pas dans les mois qui viennent. Les chiffres précédents leur donnent raison pour hier, la hausse des prix de détail de 0,7 % des deux premiers mois de 1984 justifie leurs inquiétudes pour demain. La hausse des prix 1984 dépassera les 5 %, les augmentations de salaires ont de fortes chances de ne même pas atteindre cet indice.

1 200

Le nombre de chômeurs indemnisés s'est accru de 1 200 par jour en février. + 2 % sur le mois précédent.



EUROPE AGRICOLE

Qui va payer la crise ?

*Les excédents laitiers noient l'Europe verte.
Dans chaque pays, il faut solder
la faillite de la politique agricole commune.*

En France, les médias font grand tapage : le budget de la CEE est en faillite. Comme plus personne ne veut payer, tous les ministres se sont mis d'accord pour arrêter les frais. Il n'est plus question de se renvoyer les responsabilités à la figure, encore moins de tirer le bilan de cette Politique agricole commune (PAC) et de chercher les causes du désastre.

Chacun rentre chez soi avec la mission de réduire sa production laitière, d'imposer à sa paysannerie les fameux quotas. On agrèmente la pilule en annonçant une hausse de 5 % du prix du lait à la production, augmentation qui favorise déjà les plus gros producteurs.

Rocard, le technocrate, a oublié ses critiques passées envers la droite. Il nous explique que ce sont les petits et moyens producteurs qui doivent partir. On leur donnera une poignée de billets pour attendre leur mort, à peu près la même méthode que dans l'industrie.

Rocard prépare son avenir politique

Aux gros, il dit : « Vous supprimerez quelques vaches sur des troupeaux de plus de cinquante bêtes, vous leur donnerez un peu moins de protéines importées, on vous en tiendra compte et c'est votre intérêt de baisser vos coûts de production... »

Et à l'immense majorité des producteurs (86 % ont en moyenne de 20 à 50 vaches) : « Vous n'y arriverez pas avec les frais qui augmentent sans cesse, il vous faudra diminuer vos livraisons et améliorer la qualité. Seuls les meilleurs y arriveront. »

Voilà comment un ministre socialiste entend régler le problème et mettre son lot de sans-emplois dans la corbeille des promesses non tenues. 237 000 exploitants risquent de devoir fermer boutique dans les années qui viennent, selon la CNSTP.

Et c'est pourtant au sein de cette petite et moyenne paysannerie, prise en étau entre gros producteurs et firmes agro-alimentaires, que sont nés les syndicats opposés à la politique agricole avant le 10 mai. Rocard renvoie la gauche paysanne à ses illusions, traitant ses revendications d'irréalistes : le système du quantum (voir encadré) serait trop compliqué pour être appliqué !

Le ministre de l'Agriculture français se pavane avec les dirigeants de la FNSEA auxquels il prête une oreille attentive et reprend leurs arguments comme étant ceux de toute la paysannerie. Pour autant, ses nouveaux interlocuteurs de la droite paysanne ne lui décernent aucun satisfécit et s'empressent de se lancer dans la surenchère dans le bon style Gattaz : « 5 % d'augmentation ne suffisent pas, il nous en faut 7 %... » Et Rocard en rajoute : « Ce n'est pas l'agriculture performante qui est cause des productions excédentaires, mais tous les petits producteurs qu'il faudra éliminer. Ils coûtent trop cher à la collectivité. »

Le gouvernement se défile

Les entreprises agricoles seront encouragées et les gros éleveurs ne seront guère touchés car la répartition des quotas sera régie par les patrons des laiteries « en concertation avec chaque producteur ». Comme ce sont souvent les mêmes qui dirigent les organisations professionnelles et les laiteries, on voit bien qui est menacé par la répartition des quotas. La propriété des quotas risque comme c'est le cas dans la production sucrière (betteraviers) de devenir

un droit à la production qui se transmettra (se vendra ?) entre les paysans sous l'œil vigilant des industriels laitiers.

Voilà sans doute une méthode facile à appliquer pour réduire les excédents laitiers. Ce seront les gros producteurs qui feront la loi, l'Etat se réservant seulement l'arbitrage des inévitables conflits.

Mais les paysans condamnés à disparaître vont-ils accepter sans réagir un tel mépris ?

Vont-ils crier avec les loups, et contre leurs propres intérêts, comme l'ont fait certains éleveurs de porcs bretons, servir de masse de manœuvre dans une croisade pour la libre production, c'est-à-dire la loi du plus fort en agriculture ?

Ou bien les petits producteurs qui constituent la majorité vont-ils comprendre que c'est leurs revenus, le produit de leur travail qu'il faut garantir ? Pour cela, plutôt que des quotas, dont la répartition va déclencher une nouvelle concurrence sauvage entre régions et entre producteurs, il faut la garantie de prix pour des tranches de production tel que le propose la CNSTP avec le quantum. Ceci permettrait un revenu décent pour les agriculteurs et une planification agricole répondant aux besoins humains.

L'actuel « désastre » communautaire permet de faire avancer cette idée parmi les paysans.

Déjà les syndicats agricoles de gauche dans leur ensemble (FNSEA, MODEF, CNSTP) refusent la mise en place des quotas laitiers par les laiteries et organisent dans les semaines à venir des manifestations unitaires.

Maguy Guillien

Le quantum lait

La CNSTP, confédération nationale des syndicats travailleurs paysans, a élaboré dans un document très sérieux le niveau et le prix du quantum pour les producteurs de lait : « Le niveau est fixé à 50 000 litres par travailleur non salarié et avec une variation de 30 % suivant les régions, tenant compte des conditions naturelles d'exploitation : 65 000 litres en région de plaine ; 50 000 litres en région moyenne (basse montagne, etc.) ; 35 000 litres en région de montagne. »

Le prix au litre serait inversement proportionnel au niveau du quantum de manière à couvrir l'ensemble des char-

ges et une rémunération égale au travail. Exemple : 65 000 litres de lait : + 30 centimes par litre du prix actuel ; basse montagne 50 000 litres : + 40 centimes ; haute montagne 35 000 litres : + 55 centimes.

Au-delà du quantum le litre serait payé 30 centimes le litre. La mise en place du quantum répondrait à cinq objectifs : garantie d'un revenu décent aux producteurs de lait ; diminution des disparités entre agriculteurs ; répartition de la production dans toutes les régions ; diminution des excédents laitiers qui coûtent cher à tout le monde ; maintien du maximum d'emplois en agriculture.

Les menaces de la course aux armements

« Le Mirage nucléaire » de G.F. Kennan, aux éditions La Découverte, 78 francs.

A l'heure où les Glucksmann, Montand et autres partisans du chantage occidental à l'apocalypse nucléaire dissertent gravement sur le « péril soviétique », l'ouvrage de George F. Kennan est d'un grand intérêt. D'abord parce qu'il permet de mieux cerner les contradictions à l'œuvre au sein de la classe dominante d'outre-Atlantique.

L'auteur n'est en effet ni un pacifiste ni un révolutionnaire. Au département d'Etat jusqu'en 1949, il fut l'initiateur de la politique « d'endigement du communisme », qui devait marquer le début de la guerre froide. Dès cette époque cependant, puis tout au long d'une carrière diplomatique qui devait le mener en URSS et en Yougoslavie, il s'opposa à une stratégie fondée exclusivement sur l'arme atomique. C'est ce débat que retrace le *Mirage nucléaire* à travers des textes et des discours s'échelonnant sur trois décennies.

Mais là n'est pas le plus important. Car, à travers son analyse des relations américano-soviétiques depuis 1917, Kennan dénonce les assertions du Pentagone sur de prétendus desseins hégémoniques des bureaucrates du Kremlin. « Les simplifications abusives semblent avoir triomphé », écrit-il dans son introduction. Cela le conduit à s'en prendre à la « militarisation presque totale de la pensée et du discours » qui, en justifiant toutes les escalades, risque de conduire l'humanité à sa perte. « A lire les déclarations officielles de Washington, indique-t-il notamment, on pourrait supposer que nous sommes dans un état de guerre non-déclarée — une guerre non déclarée poursuivie en attendant la vraie guerre, considérée à présent comme inévitable... »

Le livre de Kennan permet donc de mieux comprendre les véritables responsabilités dans l'actuelle course aux armements. Et il apporte de précieuses informations sur la réalité du lobby politico-militaire américain.

Christian Picquet

Autobiographie

« Solik. Tribulations d'un jeune Polonais dans la Russie en guerre » de K. S. Karol, aux éditions Fayard. 85 francs.

Le récit autobiographique du journaliste K. S. Karol se lit comme un roman. Tout commence le 17 septembre 1939, quand l'armée soviétique, appliquant le pacte Ribbentrop-Molotov, traverse la frontière orientale polonaise. Karol, lycéen d'origine juive, ne tardera pas à se réfugier en zone russe. Puis c'est la déportation, la fuite, le lycée de Rostov où il se fait admettre en se faisant passer pour orphelin, l'armée de l'Air où il est, en sa qualité de Komsomol, aide de l'officier politique, le goulag. Enfin, après une libération difficilement explicable, c'est un travail au poste de responsable d'approvisionnement dans une usine de Rostov.

Mais ce qui fait surtout la richesse des souvenirs de K. S. Karol, c'est la description méticuleuse de la vie quotidienne dans l'URSS en guerre, des cent et une manières de se débrouiller, des conflits qui, à l'arrière-plan, opposent entre eux les appareils du goulag et de l'armée dont l'auteur fait, bien involontairement, les frais.

Le climat politique et social décrit par Solik tranche franchement avec les images manichéennes répandues par les « spécialistes és-tolarisme ». K. S. Karol livre des faits, des descriptions vécues de petits mécanismes qui font, tant bien que mal, tourner la machine sociale.

Il met le doigt sur les contradictions quotidiennes. Bref, il donne quelques clefs pour mieux comprendre la réalité soviétique.

Cyril Smuga

TCHAD

L'isolement d'Hissène Habré

Après sept mois de présence du corps expéditionnaire français et vingt ans de guerre civile, la situation tchadienne n'en finit plus de s'enliser. Aucune perspective de débouché n'existe pour l'instant. La force Manta (nom des troupes françaises) campe le long du 16^e parallèle sans pouvoir empêcher des infiltrations. Le commandement français, qui n'a jamais fusionné avec celui des Forces armées nationales tchadiennes, a reçu de Paris l'ordre de ne pas partir à la conquête du Nord. Les troupes de N'Djamena sont incapables de déloger seules celles du GUNT de ses bastions de Faya-Largeau et Fada. La perte d'un Jaguar, le 25 janvier dernier, a entraîné un redéploiement français plus au nord sans changement de stratégie. Bref, au nord, rien de nouveau.

L'incertitude grandit par contre à N'Djamena, après la destruction le 10 mars par une bombe d'un DC 8 d'UTA sur l'aéroport de la capitale. Cet attentat, visant directement les intérêts français, témoigne de la dégradation de la situation intérieure et fait craindre à certains une « libanisation » du conflit. La revendication par le groupe Idriss Miskine, même si Paris n'y voit qu'un paravent, illustre l'isolement croissant d'Hissène Habré. Idriss Miskine est l'ancien ministre des Affaires étrangères tchadien, qui est mort en janvier de cette année dans des circonstances suffisamment troubles pour faire naître l'hypothèse d'une élimination par Hissène Habré. Entretien des contacts avec des membres de l'opposition, il faisait figure de troisième homme possible entre Goukouni Oueddèi et son adversaire.

Hissène Habré, originaire du Nord, ne parvient pas à imposer son emprise sur les populations du Sud, région « utile » du fait de sa production cotonnière. Confronté à l'opposition de groupes armés, il a choisi la manière forte. Expéditions punitives, villages brûlés et assassinats de centaines d'habitants se multiplient. Il ne peut même pas compter sur une administration fidèle qui est moribonde. Les fonctionnaires après un régime de demi-traitement, ne sont plus payés. Les soldats n'ont pas perçu de solde depuis novembre ce qui favorise les rapines.

Au pouvoir depuis juin 1982, les jours d'Hissène Habré sont comptés. Pas seulement à Tripoli mais aussi au sein de la droite française. Son échec est patent. Incapable d'asseoir son autorité, il se prépare à l'éventualité d'une troisième bataille de N'Djamena en stockant de l'armement lourd au palais présidentiel. Moins que jamais la présence des troupes françaises pour soutenir ce chef de guerre n'est justifiée.

Impasse militaire mais aussi impasse diplomatique. Après l'échec de la conférence intertchadienne d'Addis-Abeba, sous les auspices de l'OUA, la tournée de Claude Cheysson au début février n'a pas porté ses fruits. La mise sur pied d'une force interafricaine proposée par le ministre des Relations extérieures semble rester lettre morte et ne résoudrait pas, vu l'effectif proposé — 100 à 200 hommes —, le problème de la présence française (3 000 hommes).

Alors, pour Mitterrand, que faire ? S'acheminer vers une partition inéluctable, résultat d'une erreur de la politique coloniale française, faute d'avoir écrasé l'adversaire, comme l'avance l'éditorial du Figaro du 13 mars ? A la différence du Liban, il ne s'agit pas de saisir l'opportunité d'avancer ses pions alors que les concurrents se retirent. La crédibilité de la protection française en Afrique est en jeu. Et derrière elle, le maintien des chasses gardées de l'impérialisme français.

J.-J. Laredo



CEE

Menaces d'éclatement

L'échec du sommet de Bruxelles, le 20 mars, confirme que les bourgeoisies européennes sont aujourd'hui incapables de surmonter les conséquences de la crise économique. La CEE entre dans une phase de grande instabilité qui la menace de pure et simple dislocation.

Comme celui d'Athènes, en décembre dernier, le sommet européen de Bruxelles s'est achevé par un constat d'échec. Certes, les chefs d'Etats et de gouvernements se sont accordés sur certains points : approbation des accords agricoles conclus le 13 mars, du démantèlement des montants compensatoires monétaires (MCM), du relèvement des taux de TVA versés par chaque Etat membre de la Communauté (de 1 % à 1,4 % en 1986), ouverture de négociations avec les Etats-Unis sur les produits de substitution aux céréales, etc. Mais sur l'essentiel, aucun compromis n'est intervenu.

Une fois de plus, c'est sur le double problème de la répartition des charges financières de la CEE et de la politique agricole commune (PAC) qu'ont échoué les discussions.

Qui doit combler le déficit budgétaire européen ? A elle seule, cette question concentre aujourd'hui toutes les contradictions d'une structure mise en place dans la phase d'expansion d'après-guerre, pour permettre aux bourgeoisies européennes d'accéder à de nouveaux marchés. Du fait de la faiblesse structurelle de son économie et des liens maintenus avec son ancien empire colonial, la Grande-

Bretagne voit son commerce extérieur intercommunautaire fortement déficitaire. Londres est pourtant le second créancier du budget de la CEE, alors que 60 % des ressources de celui-ci sont absorbées par des subventions à l'agriculture, subventions qui permettent de sauvegarder les intérêts des gros propriétaires ainsi que des firmes agro-alimentaires de chaque pays.

Rivalités d'intérêts

Or, l'agriculture n'occupe qu'une place restreinte au Royaume-Uni : moins de 3 % contre 9 % en France, sans parler de l'Irlande ou de la Grèce où elle occupe plus de 20 %. Margaret Thatcher exige donc une réduction de 1,5 milliard d'écus (l'unité de compte européenne qui vaut pour l'heure, 6,90 francs français).

Ses partenaires ne l'entendent pas de cette oreille. Si elle souffre également d'un important déficit de ses échanges au sein de la communauté, la France profite plutôt des subsides européennes, notamment dans le domaine agricole. Quant à la RFA, sa position au sein de l'Europe capitaliste lui permet de retirer le maximum de bénéfices de l'existence d'un marché unifié.

Sa balance commerciale intracommunautaire est d'ailleurs largement excédentaire : plus de 40 milliards de francs. Le gouvernement de Bonn est donc prêt à consentir un accroissement de sa propre contribution afin d'éviter l'effondrement de la CEE. Mais il se refuse à être le seul bailleur de fond.

Cet affrontement brise toutes les solidarités, toutes les alliances au sein de l'Europe des dix. Plus rien ne vient atténuer la froide logique des rapports de forces. Aucun des Etats membres ne veut cependant prendre le risque d'une rupture, tant il est vrai que les mécanismes communautaires permettent aux multinationales du vieux continent de parler d'une même voix face à leurs concurrentes d'outre-Atlantique et d'Asie. Ce qui est loin de constituer un atout négligeable en un moment où le volume du commerce mondial tend à se contracter. Il en résulte une situation de paralysie. On a vu les Britanniques se payer le luxe de refuser l'offre d'une réduction d'un milliard d'écus (6,8 milliards de francs) de leur quote-part. De même, l'« axe franco-allemand » — en qui certains voyaient il y a peu le fondement de l'unification politique du continent — a volé en éclats. Les dirigeants de la République fédérale ont ainsi imposé à Paris des concessions budgétaires qui lui sont pourtant extrêmement défavorables.

Que révèle cette crise à rebondissements ? Que le marasme économique qui frappe le monde capitaliste exacerbe toutes les tendances au repli sur les intérêts propres de chaque classe dominante, qu'elle ruine les efforts visant à réglementer la concurrence. Les plus faibles doivent céder aux plus puissants.

Mais il n'y a rien là qui puisse vraiment étonner dans un système fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Toujours les mêmes victimes

Ce sont les masses laborieuses de chaque pays qui font et feront, de toutes façons, les frais de ces rivalités d'intérêts. En France, pour se refuser à rompre avec les règles de l'Europe de la rentabilité et du profit, François Mitterrand sera amené à s'aligner toujours davantage sur les exigences des pays voisins, c'est-à-dire à sacrifier de nouvelles catégories populaires sur l'autel de la communauté des multinationales. L'agriculture ne sera pas épargnée. Les accords conclus dans le domaine de la production laitière au détriment des petits paysans en sont la plus parfaite illustration (voir page 11).

Une nouvelle phase s'ouvre indéniablement pour la CEE. Les bourgeoisies européennes vont devoir renégocier les termes mêmes de leur alliance. Cela devrait se traduire par une situation d'incertitudes, marquée par de fréquents soubresauts. D'autant que la perspective de l'élargissement du Marché commun au Portugal et à l'Espagne va approfondir les contradictions.

L'unification de l'Europe est une question vitale disait en son temps Léon Trotsky. Mais il ajoutait que celle-ci ne pouvait se réaliser sous le règne du capital. Une confirmation vient d'en être donnée. Cela constitue une raison supplémentaire de se battre en faveur d'une autre Europe : celle de la coopération internationale des travailleurs.

Christian Picquet

ETATS-UNIS

Un bilan en trompe l'oeil

Pour obtenir un second mandat, Reagan s'efforce de mettre en valeur ses réussites économiques. En Europe, les apôtres du libéralisme s'extasient. Et pourtant, les discours ne résistent guère à l'étude des faits.

« Dieu est avec nous » : cette phrase prononcée par Ronald Reagan en janvier dernier donne bien le ton de la campagne électorale dans laquelle s'est engagé le président américain. Pour obtenir un second mandat, celui-ci compte bien mettre en valeur les points marqués depuis son entrée à la Maison-Blanche, notamment sur le plan économique. La reprise paraît se confirmer, avec une inflation ramenée à 3,7 %, un taux de chômage en baisse de 2,5 %, une croissance du PNB de l'ordre de 4,5 % et de la production industrielle de 6,5 %.

A y regarder de près, la réalité est quelque peu différente. Le redémarrage ne porte en effet la production qu'à 2 % au-dessus de son niveau de 1979. Et surtout, il est dû au tournant spectaculaire opéré par l'équipe au pouvoir, au cours de l'été 1982.

Lors de son entrée en fonctions, s'inspirant des recettes monétaristes classiques, l'administration républicaine disposait d'une doctrine simple : inciter le monde des affaires à investir de nouveau, en lui permettant d'accroître ses profits. Pour cela, les dépenses sociales furent brutalement amputées tandis que les impôts diminuaient. Dans le même temps, la masse monétaire et le crédit furent réduits afin de faire monter les taux d'intérêt et d'attirer outre-Atlantique une masse de capitaux flottants à la recherche de juteuses opérations spéculatives. Mais loin de sortir le pays de la crise, cette politique le jeta dans la plus grave récession qu'il ait connue depuis les années trente.

Un an plus tard, devant la multiplication des faillites et la menace d'un

effondrement monétaire international dû à la raréfaction du crédit, Reagan opéra une volte-face. Le crédit fut desserré et la masse monétaire augmentée de 14 %. Ce qui, en provoquant une stabilisation des taux d'intérêt, entraîna un début de reprise.

Mauvais modèle

Parallèlement, on recourut aux incitations budgétaires, relançant la consommation des ménages et réactivant l'activité dans certains secteurs. Le marché de la construction qui était tombé à 900 000 logements en 1982 est, par exemple, remonté à 1,7 million en 1983.

En un mot, les responsables américains ont appliqué une orientation pratiquement inverse de celle qu'ils préconisaient auparavant. Comme l'indique Lester Thurow, du Massachusetts Institute of Technology (MIT) : « Reagan est devenu le dernier des keynésiens. Par rapport à ce qu'il avait annoncé, cela a été simplement la bonne vieille recette du "stop and go" qui nous a sortis de la récession. »

Cette miraculeuse relance confronte cependant le gouvernement fédéral à de nouvelles menaces. Car elle est minée par une aggravation colossale des déficits. La diminution des recettes consécutive à la réduction des taxes et la politique de stimulation budgétaire jointes à des dépenses militaires en progression régulière — elles augmenteront encore de 14,5 % en dollars constants pour l'exercice 1985 —

ont ouvert un trou béant dans les finances publiques (200 milliards de dollars soit 6 % du PNB).

Cet énorme déficit ne saurait être épongé que grâce à l'afflux intensif de capitaux extérieurs, sauf à recourir à la « planche à billets », ce qui signifierait une flambée inflationniste. Cela ne peut que pousser toujours plus haut les taux d'intérêt et le dollar. Or, en diminuant la compétitivité des exportateurs, un tel mouvement creuse à son tour un déficit commercial qui pourrait avoisiner 110 milliards de dollars en 1984.

Pauvreté galopante

Il résulte de tous ces éléments l'accroissement vertigineux de la dette publique qui atteint déjà 1 360 milliards de dollars, soit deux fois la dette externe des pays sous-développés. Cette dynamique est d'autant plus explosive qu'elle ne peut que freiner l'investissement productif, les capitalistes préférant miser sur des investissements financiers et spéculatifs plus rentables à court terme. Dès lors, la citadelle impérialiste pourrait bien retomber dès cette année dans la récession.

Voilà qui pourrait bien ruiner les

espoirs électoraux de Reagan. Car cette situation pousse une partie des milieux patronaux et de l'administration à prendre leurs distances. Les luttes intestines font rage à la Maison-Blanche. Le groupe des conseillers économiques du président vient ainsi, dans un document public, de critiquer une orientation qui « menace gravement la compétitivité des Etats-Unis dans l'économie mondiale ».

Et ce n'est pas du côté des couches populaires que le chef de l'exécutif trouvera de nouveaux soutiens. Le déficit commercial pourrait entraîner cette année la perte de deux millions d'emplois. La pauvreté ne cesse de gagner du terrain. Sous l'effet des coupes claires effectuées dans les dépenses sociales, du chômage et des diminutions de salaires, 15 % de la population vit désormais en dessous du seuil de pauvreté, ce qui ne s'était pas vu depuis 1967.

Tous les sondages le montrent, les minorités raciales, les ouvriers, les femmes — c'est-à-dire les laissés-pour-compte de la reprise — sont en majorité gagnés à une idée : « Se débarrasser de Reagan ». On comprend bien, dès lors, l'âpreté de la course à l'investiture dans le camp démocrate. Le président sortant est loin d'être assuré de sa réélection.

Christian Picquet

Une campagne différente

Traditionnellement, les élections présidentielles américaines se jouent entre les représentants des deux grands partis bourgeois, républicain et démocrate. Il en ira de même cette année. Jusqu'en juin, des primaires vont être organisées dans chacun des Etats afin de départager les candidats à l'investiture. Les scrutins sont ouverts à tous les citoyens qui, au moment de leur inscription sur les listes électorales, ont fait mention de leur affiliation à un parti. C'est sur la base de ces scrutins locaux que sont désignés les délégués aux conventions nationales qui se tiennent durant l'été.

Si du côté républicain, la désignation de Ronald Reagan pour un second mandat paraît acquise, la situation est tout autre dans le clan adverse. Divisé, impuissant à se présenter comme une solution de rechange crédible, le Parti démocrate voit ses porte-parole s'opposer dans une débauche de promesses creuses, plus démagogiques les unes que les autres. Telle est la règle d'une compétition électorale outre-Atlantique, où il ne s'agit que d'attirer certaines fractions de l'électorat, pour mieux oublier les programmes, une fois la victoire assurée. Walter Mondale, l'ancien vice-président de Carter, soutenu par les syndicats et l'appareil du parti, affronte donc Gary

Hart, le tenant d'un « nouveau point de vue » dont les contours demeurent singulièrement flous.

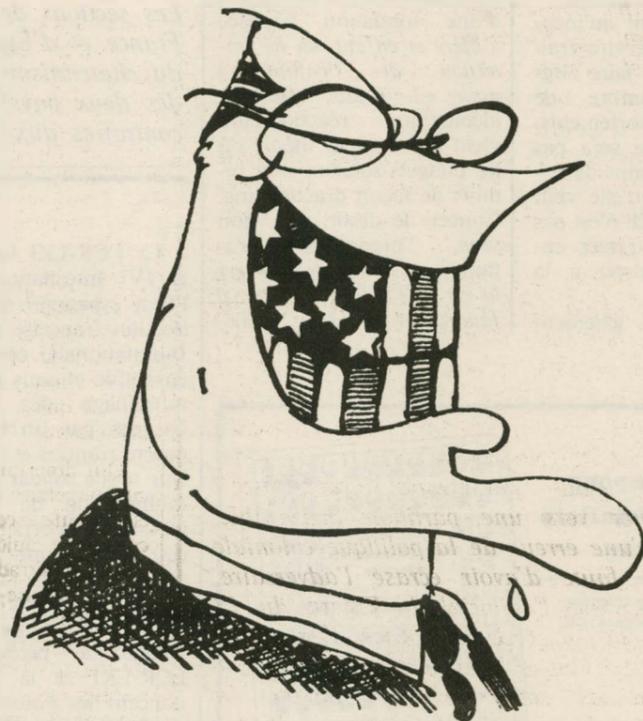
A côté de la scène officielle, une autre campagne se déroule. C'est celle des candidats indépendants. Comme à chaque consultation depuis 1948, le Socialist Workers Party (SWP) est présent. Nel Mason, militant noir et conseiller municipal de la petite bourgade californienne de Seaside, et Andrea Gonzales, Portoricaine de New York, secrétaire de la YSA (l'organisation de jeunesse du SWP), porteront ses couleurs.

Nel Mason et Andrea Gonzales entendent bien utiliser toutes les possibilités légales de la campagne pour dénoncer la politique belliciste du principal impérialisme, ses menaces contre les révolutions centre-américaines et se faire les défenseurs de l'indépendance de la classe ouvrière. « Nous affirmons, explique ainsi Mason, que les travailleurs qui constituent la majorité doivent rompre avec les démocrates et les républicains et former leur propre parti. Un parti ouvrier, basé sur un mouvement syndical démocratique et combatif, ou un parti noir indépendant qui défendrait les travailleurs — et pas seulement au cours des campagnes électorales — qu'il soit ou non au pouvoir. »

C. P.



"DIEU EST DE NOTRE CÔTÉ" (Ronald REAGAN, 31/1/84)



"J'OBSERVE QUE LE TRUC DE REAGAN, ÇA MARCHE ET QUE LE TRUC DE MITTERRAND, ÇA NE MARCHE PAS." (Jacques CHIRAC, 2/2/84)

RFA

Le droit à l'avortement attaqué

La décision du gouvernement ouest-allemand d'accorder une prime « pour ne pas avorter » est le signe qu'une offensive se prépare contre un droit fondamental des femmes. Cela pourrait laisser présager d'autres mesures du même type, ailleurs en Europe.

Le gouvernement d'Allemagne fédérale vient d'adopter des dispositions prétendument pour enrayer la baisse du taux de natalité particulièrement sensible dans ce pays (c'est, avec le Luxembourg, le plus bas des pays européens).

Il s'agit d'accorder une prime de 5 000 marks (15 000 francs français) aux femmes qui renonceraient à avorter. Le gouvernement espère ainsi « dissuader quelque vingt mille femmes, chaque année de recourir à l'avortement ». Cette mesure est inquiétante et lourde de menace de remise en cause du droit à l'avortement, acquis en Allemagne depuis 1976.

L'aspect dérisoire consiste à faire croire, en dépit de tout ce qui a été dit par les femmes au cours de leurs luttes, que l'on peut ramener la décision de faire ou de ne pas faire un enfant à une question de « petits sous ». En effet, que représente ce 1,5 million au regard du coût d'un enfant à élever ? Que représente cette modique somme par rapport aux modifications de la vie d'une femme résultant de la naissance d'un enfant ? En France, la prime à la naissance du troisième enfant, instaurée par Giscard, a prouvé l'inefficacité et la vanité de toute mesure financière incitant les femmes à faire des enfants.

Dérisoire autant qu'inepte, cette mesure servira vraisemblablement à faire augmenter le nombre de demandes d'avortements. Quelle femme ne sera pas tentée, par ces temps de crise, de déclarer qu'elle veut avorter même si ce n'est pas vrai, pour se rétracter ensuite et avoir droit à la prime prévue ?

La ficelle est tellement

cuper de l'enfant déjà né. ». Mais ce n'est manifestement pas le souci du gouvernement de Kohl.

Dans l'Allemagne de deux millions de chômeurs, dont 42,8 % sont des chômeuses, il s'agit de revaloriser la fonction de la femme comme mère et éducatrice, d'en appeler à

« l'instinct maternel » qui devrait « naturellement » l'animer. C'est moins coûteux pour l'économie capitaliste que de répondre aux revendications des travailleuses, d'égalité devant l'emploi et de créations d'équipements sociaux.

Sonia Folloni



Le gouvernement de Kohl (ici pendant la dernière campagne électorale) accorde une prime aux femmes qui renonceraient à avorter.

grosse qu'elle démontre bien que le gouvernement de la RFA ne croit sûrement pas à ses propres arguments. Le but poursuivi, c'est la préparation d'une offensive contre le droit fondamental des femmes d'avorter et d'avoir ou non des enfants. C'est leur libre choix dans le domaine qui est visé. Le ministre de la Famille n'a-t-il pas annoncé en même temps la création d'une fondation baptisée « Mère et enfant, ou la protection de l'enfant à naître » ? Cette offensive idéologique réactionnaire vient au moment même où les budgets sociaux sont réduits de façon draconienne. Comme le disait, avec bon sens, l'organisme Pro-familia, « Avant de protéger la vie de l'enfant à naître, il faudrait d'abord se préoc-

CONFLIT DE LA PECHE

Les travailleurs de France et d'Espagne ont les mêmes intérêts

Les sections de la IV^e Internationale de France et d'Espagne dénoncent l'exacerbation du chauvinisme qui permet aux gouvernements des deux pays de camoufler des politiques contraires aux besoins des populations.

La LCR-LKI (section de la IV^e Internationale dans l'Etat espagnol) et la LCR (section française de la IV^e Internationale) condamnent ensemble et sans réserve le mitraillage des pêcheurs basques par un bateau de guerre français et expriment leur totale solidarité avec la mobilisation de la population d'Ondaorra (Euzkadi), contre l'agression dont elle a été l'objet et la menace d'une augmentation massive du chômage dans ce village de pêcheurs. La LCR-LKI et la LCR dénoncent les gouvernements de Paris et de Madrid qui impulsent une politique de reconversion capitaliste de la pêche sur le dos des travailleurs de ce secteur.

Elles dénoncent l'exacerbation du chauvinisme qui vise à opposer les travailleurs de ces pays pour justifier la collaboration gouvernementale dans la répression contre les nationalistes basques.

Elles réaffirment que les travailleurs de France et ceux de l'Etat espagnol ont les mêmes intérêts face aux attaques capitalistes et face à la restriction des libertés.

Contre les actes honteux des deux gouvernements dirigés par des socialistes, les sections de la IV^e Internationale réaffirment la devise internationaliste du mouvement ouvrier : prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Paris, Madrid, Le 14 mars 1984.

CHINE

Pour la libération des militants du mouvement démocratique

Avoir réclamé une démocratie véritable dans l'ouvrage *la Cinquième Modernisation : la démocratie* a valu à son auteur quinze ans de prison. Wei Jingsheng, rédacteur de la revue non-officielle *Enquêtes*, qui se proclame non-marxiste, a été arrêté le 29 mars 1979 à Pekin. C'était la première arrestation parmi les animateurs du mouvement démocratique chinois. Deux ans plus tard, tous auront été arrêtés et lourdement condamnés. Wang Xizhé, marxiste-révolutionnaire de Canton écopera de quatorze ans de prison.

Le 29 mars 1984, Wei entrera dans sa sixième année d'emprisonnement. Le jour-là, à l'appel notamment de la Ligue des droits de l'homme, de l'AIDA et du CICR, aura lieu un rassemblement devant l'ambassade de Chine pour la libération de Wei et des militants du mouvement démocratique emprisonnés. Venez nombreux le 29 mars à 18 heures au métro Alma. J. et J. T.

solidarité a due être interrompue du fait du minage du port de destination, Corinto. Le comité a donné une conférence de presse pour dénoncer l'escalade de l'agression contre le Nicaragua et s'est déclaré décidé à y faire parvenir le matériel. Il a, dans le même temps, adressé un télex au ministère des Relations extérieures afin de presser le gouvernement français d'intervenir contre l'intervention américaine. Un courrier a également été envoyé au PS, au PC et à la LCR pour leur demander de prendre position

Correspondant



COTE D'IVOIRE

« L'immigration sauvage »

La Côte-d'Ivoire a décidé de se passer de la présence d'un millier des trois mille coopérants français présents sur son territoire. Cette mesure s'inscrit dans la recherche d'économies, celle-ci représente 200 millions de francs. L'austérité est officiellement de mise à Abidjan, où la dette extérieure atteint les 7 milliards de dollars. Certains journaux se sont fait l'écho des problèmes, scolaires entre autres, qui allaient en découler : certes, deux mille cadres ivoiriens sont au chômage, mais ils ne sauraient combler le vide qui va se créer...

Ainsi, se trouve mis en lumière l'un des traits les plus saillants de la coopération entre la France et ses anciennes colonies : loin de constituer un ratissage des retards accumulés lors de la domination directe, l'aide technique maintient les rapports de dépendance.

Au passage, les chiffres officiels de l'effectif présent au titre de l'aide technique en Côte d'Ivoire permet de réfuter l'illusion selon laquelle les Français vivant en Afrique sont des coopérants. Si chaque coopérant est accompagné de son conjoint et d'un enfant, ce qui est la moyenne des cas, cela ne représente qu'environ dix mille personnes, soit moins de 20 % des Français installés dans ce pays. Plus des 4/5 sont donc simplement là pour « faire du franc CFA ». A titre de comparaison, une proportion équivalente donnerait 420 000 Ivoiriens en France.

J.-J. L.

NICARAGUA

Solidarité médicale à Poitiers

Le comité France-Amérique latine de Poitiers a engagé il y a quelques mois une campagne de solidarité médicale avec le Nicaragua, s'adressant notamment à tous les médecins et hôpitaux du département afin de récolter du matériel inutilisé. Plusieurs cabinets médicaux ont fait parvenir des médicaments de première nécessité et l'hôpital de Poitiers a fait don de 20 tonnes d'équipement : lits, tables d'opération, matériel de stérilisation, équipement radiologique, etc.

Le chargement dans un conteneur de 60 m3 était prévu le 14 mars, et l'acheminement par cargo au départ du Havre le 21 mars. L'opération de

Vient de paraître

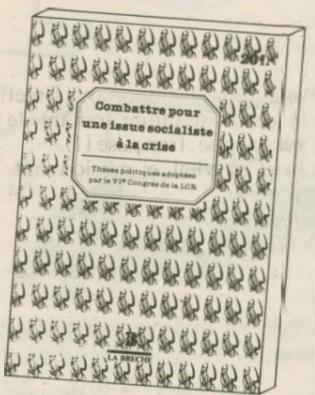


Combattre pour une issue socialiste à la crise

Thèses politiques adoptées par le VI^e Congrès de la LCR

20 F

En vente auprès des militants ou à la librairie La Brèche





Carmen

Les Italiens ont Verdi, les Français ont « Carmen » ! Adapté des milliers de fois et plus d'une dizaine de fois au cinéma, jamais œuvre lyrique n'a peut-être eu un tel écho dans l'imaginaire d'un public qui cite « Carmen » neuf fois sur dix lorsqu'on lui demande de donner le nom d'un opéra !...

Francesco Rosi a réussi

quelque chose d'exceptionnel ; il a donné des visages et un cadre à un mythe national. Il a peut-être réalisé la première adaptation réussie d'une œuvre lyrique au cinéma, car à l'inverse d'un Losey, trop plasticien pour un « Don Giovanni » presque trop beau, Rosi a réussi l'osmose entre une musique archi-

connue et la portée d'une œuvre sulfureuse... Tout en lui donnant un décor d'un vérisme absolu.

Cette réussite a trois noms : Rosi, bien sûr, en chef d'orchestre organisant cette rigoureuse montée dramatique, que je n'avais jamais tant sentie jusqu'ici. Plácido Domingo, étonnant Don José, modulant sa voix

entre les deux pôles de son rôle, frustré soldat se consumant lentement au contact d'une passion qui le sublime jusqu'au tragique. Mais surtout Julia Migenes-Johnson, superbe et provocante Carmen. Jamais je n'avais vu une Carmen aussi belle, aussi sensuelle ! Quel paradoxe que l'opéra dont l'héroïne scandalisa la bourgeoisie du XIX^e siècle, n'ait jamais suscité une image filmée qui en restitue pleinement l'intensité érotique et la palpable sensualité...

Comédienne, danseuse, chanteuse bien sûr, Julia Migenes-Johnson, superbe et provocante Carmen, qui fut hier « Lulu » et « Salomé », laisse loin, très loin derrière elle, toutes ces Carmen qui accentuèrent trop le côté andalou d'une femme subversive, « gitane d'un peuple marginal et persécuté, populaire, gamine et provocatrice, qui défend sa dignité et sa liberté. »

Carmen, pour très longtemps, encore... C'est elle !

Michel Laszlo

Polar

Bral, ce nom dit peut-être quelque chose à ceux qui se rappellent d'un film sorti en 1980, *Extérieurs nuit*. Bral faisant un film policier, d'après *Morgue pleine* de Manchette, ça promettait. On n'est pas déçu. Grossièrement, il y a deux « filières » dans le cinéma français (en fait ce n'est pas si simple). D'un côté (celui de Bral), *France S. A.*, *Série noire* (Corneau), *Garde à vue*, *Mortelle Randonnée* (Miller) ; de l'autre, *Tir groupé*, *la Balance*, *la Guerre des polices*, *Tchao Pantin*, *la Crime...* Ma distinction est faiblarde : où coller Beneix ? Ruiz ? Truffaut ? etc. Ce que je voulais dire, c'est que Bral se rattache à une tradition américaine (Hawks, Huston, le Altman du *Privé*) qui a, chez nous, jeté des racines fertiles.

Tarpon, détective privé minable, se trouve em-

bringué dans une histoire mystérieuse, pleine de cadavres et de truands ; il y patauge, découvre une idole volée ; après quoi tous courent, comme si c'était un faucon maltais ; il y a surtout des personnages splendidement construits, aussi vrais, émouvants, déchirants que les paumés post-soixante-huitards d'*Extérieurs nuit*. La sûreté dans le découpage, dans la direction d'acteurs, dans l'emploi de la musique est telle qu'on pense parfois que voilà ce que Bresson voulait faire dans *Pickpocket*, mais que là c'est réussi (la froideur de la voix off, les ellipses). Il y a, comme pour jouer, une magistrale poursuite auto, il y a Jean-François Balmer, magistral, il y a des chats, il y a Roland Dubillard. Ne manquez pas *Polar*.

P. L. Thirard

Le temps suspendu

Budapest, le milieu des années soixante. Les enfants des vaincus de 1956 ont grandi. Les rapports entre générations, l'école, le travail, la famille, l'ennui, l'alcool, les filles pour les garçons et les garçons pour les filles, le rock et les Beatles, les cigarettes anglaises et la première bouteille de Coca-Cola, le mythe du départ et celui de l'exil. L'Autriche n'est pas loin et l'Amérique c'est encore la même plané-

te. Peter Gothar, le réalisateur, a l'âge de ses personnages et l'on voit bien que dans cette chronique douce-amère où entre aussi une part de nostalgie rien n'est de seconde main. Paradoxalement on est frappé par le caractère moderne des personnages, inventeurs avec pas mal d'avance d'une certaine morale qui nous transporte mot à mot et geste à geste dans les banlieues du « no future ». Pourtant, on

vit, tous vivent. Suffisamment pour qu'il ne soit pas si urgent de partir. Peter Gothar lui aussi est resté. Il filme, il vit. C'est toujours cela qui reste lorsque tous les comptes sont faits : vivre. Un peu au-dessus du minimum vital, un peu en dessous de rares moments de révolte qui éclairent le film d'une joie profonde.

Piotr Gourmandisch

Le film de S. Lumet, *Daniel*, est une fiction. Aujourd'hui, dans l'Amérique de Reagan, le réalisateur fait raconter par le fils, l'histoire des Rosenberg, devenus sur l'écran, Paul et Rochelle Isaacson. Ils étaient militants communistes parce que fils d'émigrants juifs, ils se battaient pour que l'Amérique soit cette terre promise de justice et d'égalité, pour tous, Noirs ou Blancs.

Le film est ponctué par une description des différents modes d'exécution capitale et de tortures, à travers les siècles, les pays. Le Nouveau Monde n'est pas

en reste, il a la chaise électrique.

Images et thèmes morbides abondent, la lente dégradation physique et mentale de Susan, la sœur de Daniel, n'est-il pas le très violent désir de mort de la société américaine qui fait sien le slogan « plutôt mort que rouge », qui culpabilise et détruit tous ceux qui rentrent dans le système ?

Le festival de Berlin, puis festival du Réel à Beaubourg, ont présenté, cette année *Seeing red*, une histoire du PC américain. Le travail documentaire de Reichart et Klein, montre

bien les ravages de la répression sous MacCarthy et la destruction des individus et de l'organisation, quand furent connues les purges staliniennes. « *Le parti ne fait rien pour nous* », répète Rochelle Isaacson dans *Daniel*.

Les deux films se terminent pourtant sur une note de vie, Daniel participe à un grand rassemblement pacifiste, Pete Seeger dans *Seeing red*, appelle à continuer le combat, entre autres, dans le mouvement contre l'armement nucléaire.

Noémie Mas



● **Dimanche** 20 h 35 (TF1), *la Plus Belle Soirée de ma vie*, comédie sociale empreinte de férocité réalisée par Ettore Scola, avec A. Sordi, Michel Simon,

Pierre Brasseur, Charles Vanel et Claude Dauphin. Ces quatre vétérans du cinéma français, vont faire le « procès » d'un bourgeois bien ordinaire. La bouffone-

rie virera très vite au tragique...

22 h 30, *l'Affaire Lafarge*, de Pierre Chenal

● **Lundi** 20 h 30 (FR3), *la Chair de l'orchidée*, de P. Chéreau d'après James Hadley Chase avec Charlotte Rampling. Premier film de Chéreau et grâce au remarquable travail formel l'adaptation est réussie.

● **Mardi** 20 h 40 (A2), *Robin des bois*, de M. Curtiz. pour beaucoup, (j'en suis...) le chef-d'œuvre du film

d'aventures hollywoodien. Grâce à la magie du technicolor, aux moyens matériels, à la meilleure équipe de la Warner Bros, au fantastique Errol Flynn, voilà un film qui restera encore longtemps dans l'imaginaire de millions de spectateurs... ● **Judi** 15 h (A2), *Shock Corridor*, de Samuel Fuller. Film fou, délirant, l'un des meilleurs de Fuller, menant à un rythme haletant cette histoire d'un journaliste se faisant passer pour fou, afin

de mener une enquête dans un asile psychiatrique. Dément !

20 h 35 (A2), reprise à la télévision, de la version intégrale des deux *Parrain*, remontés par Coppola dans l'ordre chronologique, pour fournir à la chaîne US NBC, une fantastique saga de neuf heures de durée. A2 le présentera en neuf épisodes d'une heure ; une œuvre magnifique à ne pas rater !

● **Vendredi** 23 h 05 (A2), *Papa d'un jour*, de Harry Langdon. L'un des grands comiques américains, émule de Chaplin, réalisa avec ce film sa première œuvre à part entière (scénario-interprétation-réalisation). Pour découvrir le monde de ce Pierrot lunaire, fausement naïf et désarmé dans des situations à la fois loufoques et quasi oniriques...

Michel Laszlo

TOUJOURS DISPONIBLES



L'Internationale communiste de Pierre Frank

150f les 2 tomes

Ces livres sont disponibles en librairie (notamment à La Brèche à Paris) ou peuvent être commandés à PEC : 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil, accompagné du règlement (6,30 F de frais de port)

Deux volumes, 33 chapitres, 950 pages : rien que du point de vue quantitatif, le travail de Pierre Frank consacré à l'IC, et publié par les éditions La Brèche il y a quelques années à peine, est exceptionnellement important. En effet, on remarque aisément la pauvreté de la littérature traitant de l'histoire du Komintern, du moins en langue française (1).

Le sujet est vital, et passionnant. Le livre est politiquement et pédagogiquement indispensable : il permet de (re)faire connaissance avec les événements principaux jalonnant l'histoire de l'Internationale communiste ; il donne une « grille de lecture » cohérente, globale tout en s'appuyant largement sur les documents de l'IC elle-même, permettant de saisir l'évolution politique et organisationnelle du « parti mondial de la révolution socialiste ».

1. A noter la réédition prochaine des quatre premiers congrès de l'IC par les éditions La Brèche.

CAMP D'ETE 21-29 JUILLET

Des jeunes de toute l'Europe

Un camp sera organisé cet été. De nombreux jeunes liés à la IV^e Internationale y seront présents. Un moyen d'affirmer une force au-delà des frontières.

Cet été, un camp de plusieurs centaines de jeunes sera organisé en RFA. Il permettra de faire le point sur les luttes de la jeunesse en Europe, d'échanger les expériences sur les activités et la construction des organisations des jeunes révolutionnaires en Europe. Il aura lieu à l'initiative des JCR de France, des cercles Roter Maulwurf de RFA, les partisans du journal *Révolution* de Grande-Bretagne, Rebel de Hollande, la Jeune Garde socialiste de Belgique, les cercles Barricada d'Espagne, les cercles Rivoluzione d'Italie, Ungsocialisterna de Suède, les jeunes socialistes révolutionnaires de Suisse, nos camarades d'Autriche, du Portugal, du Luxembourg, du Danemark. Seront invités aussi, les camarades de la YSA des Etats-Unis, de la Jeunesse d'avant-garde des Antilles, du Japon et des autres pays. Ce camp

sera une première rencontre des jeunes qui luttent dans le monde entier.

Quel combat ?

Dans tous les pays, nous menons le combat contre les attaques de l'impérialisme qui touchent la jeunesse. Au Danemark, au Portugal, elle est la première victime du chômage ; les jeunes noirs des banlieues londoniennes subissent le racisme autant que ceux des Minguettes en France ; la course vers la guerre menace tout autant les jeunes d'Allemagne que ceux d'Italie.

Nos camarades de la JGS en Belgique ont mis toutes leurs forces dans la réussite de la marche contre le chômage qui s'est tenue l'an passé. Aujourd'hui, ils se sont investis dans la préparation d'une seconde

En pleine Forêt-Noire

Le camp est situé en pleine Forêt-Noire, près de Freiburg, à 1000 mètres d'altitude. L'hébergement se fera en tentes collectives et individuelles, groupées en plusieurs « villages ». Les repas seront organisés collectivement par une équipe militante.

Chaque journée sera organisée autour d'un thème. Le matin sera réservé aux rencontres politiques, aux discussions. Après de brefs exposés introductifs pris en charge par les organisations de jeunesse, les débats se feront en table ronde, commissions permettant d'approfondir un des aspects du thème de la journée. Pour animer ces débats, les jeunes révolutionnaires feront part de leurs activités, de leur combat et sera aussi fait appel à des représentants des différents mouvements, organisations, partis, syndicats : les Verts de RFA, la Campagne pour le désarmement nucléaire de Grande-Bretagne, Solidarnosc, les jeunes Beurs, les jeunes sandinistes...

Pour les débats, un système de traduction simultanée en plusieurs langues fonctionnera pour environ 200 per-

sonnes. L'après-midi sera plus particulièrement réservé aux loisirs, à la détente, aux contacts entre les jeunes des différents pays.

Le cadre même du camp offre de nombreuses possibilités. Le terrain permet d'organiser des jeux, de faire du sport : volley, foot... On peut faire de grandes ballades en forêt... ou aller dans l'une des deux piscines qui se trouvent à proximité du camp.

D'autre part, seront mis en place des ateliers selon « les spécialités » des camarades des différents pays. Sont déjà prévus des ateliers de danse, de théâtre, de self-défense, de sérigraphie... Et toutes les propositions sont les bienvenues !

Le soir, ce sera la fête ! Des groupes de musique — rock, jazz, blues, latinos, arabes — des groupes de théâtre sont invités pour animer ces soirées. On pourra danser la salsa ou le rock, jusqu'à l'aube...

La semaine se clôturera le samedi par un grand meeting avec Ernest Mandel et une super fête le soir !

Inscrivez-vous, dès maintenant

Nous avons réduit au maximum les frais de participation au camp. Mais c'est dur... 450 francs plus les frais de voyage, c'est beaucoup pour un jeune, lycéen, étudiant ou chômeur. C'est pourquoi les JCR ont décidé de lancer une campagne de souscription pour financer les voyages et favoriser la venue de tous les jeunes qui le désirent, sans que le fric ne soit un obstacle.

Nous allons diffuser des « bons kilométriques », à 10, 20, 30, 40, ou 50 francs, pour 35, 70, 105, 140 ou 175 kilomètres pour collecter de l'argent. Acheter un bon, ce sera aider un jeune à se rendre au camp en lui finançant quelques kilomètres de son voyage. Alors lecteurs de *Rouge*, n'hésitez pas, prenez vos bons auprès des JCR !

Nom : Prénom :
 Adresse :
 Age : Sexe :
 Profession :

Le coût de la semaine est de 450 francs. Ci-joint 200 francs d'arrhes. Le complément sera versé dès l'arrivée au camp. (Joindre une enveloppe timbrée à ce bon d'inscription). Chèque à l'ordre de C. Castaing.

Au camp, il faut amener : une tente, si possible ; un duvet, indispensable.



grande marche pour l'emploi qui aura lieu en mai prochain. Ils ont fait le lien entre cette bataille et celle menée contre les missiles en avançant le mot d'ordre « Du travail, pas des bombes ».

En Italie, des cercles se sont formés autour du journal *Rivoluzione*, au moment où naissait dans ce pays le large mouvement contre l'installation des missiles à Comiso. Ils réclament aujourd'hui, avec la LCR, l'organisation d'un référendum imposant une loi contre les missiles.

Les cercles Roter Maulwurf, en RFA, ont été à l'initiative de nombreuses grèves dans les écoles à l'automne dernier, au cours des mobilisations pacifistes.

Voilà les réponses que les jeunes révolutionnaires ont partout donné au chômage, à la remilitarisation. A chaque fois, la lutte a été organisée, comme en France où les JCR ont soutenu la marche contre le racisme pour l'égalité des droits, en impulsant des comités de jeunes, français et immigrés.

Les jeunes révolutionnaires ont également répondu à des problèmes qui, s'ils ne sont pas les problèmes numéro un de la jeunesse, font aussi partie de leur vie quotidienne. En Hollande, ou en Suède, ils se battent aux côtés des squatters pour le droit des jeunes au logement, qui supprimerait leur dépendance financière vis-à-vis de leur famille alors qu'ils veulent leur autonomie.

C'est de toutes ces questions, comme de la solidarité avec l'Amérique centrale ou la Pologne, de l'oppression des femmes et en

premier lieu des jeunes femmes, que nous voulons discuter cet été. Nous voulons enrichir notre expérience par celle des autres.

Nous menons un combat commun contre l'oppression et l'exploitation, pour construire des organisations de jeunesse indépendantes solidaires de la IV^e Internationale, capables de répondre aux préoccupations de larges couches de la jeunesse et de peser sur ses luttes. Nous voulons confronter nos témoignages et montrer pratiquement aux jeunes qui nous côtoient, ce que représente la force de nos organisations pour les luttes à venir, ce que signifie pratiquement pour nous la solidarité internationale.

Le camp va être l'occasion d'affirmer notre volonté de combattre partout les patrons avec leur lot de misère, de chômage, de racisme, d'austérité et de guerre. Cette volonté, nous la mettons tous en commun, dans tous les pays, pour être plus efficaces dans le combat, pour aller vers la construction d'une Internationale révolutionnaire des jeunes.

Ce combat, c'est celui des JCR en France, des autres organisations de jeunesse en Europe, mais c'est aussi celui de tous les jeunes, révoltés par cette société, qui veulent se battre. Chacun aura sa place au camp, pour discuter et préparer ensemble les luttes à venir. Pour une semaine de lutte, mais aussi une semaine de détente et de vacances, tous les jeunes, militants ou non, sont invités.

G. Gaëlles